

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies, . . . | 70 fr. | 40 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr. | 60 fr. | |
| Pays à plein tarif 120 fr. | 70 fr. | |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|---|---------|
| La ligne | 4 fr. |
| Minimum | 20 fr. |
| La page | 400 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr. | |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret en date du :

31 mars 1945 — M. NOUTARY (Jean), Gouverneur de 3^{ème} classe des Colonies, Commissaire de la République Française au Togo, est placé, pour une durée de trois mois, dans la position de mission pour compter du jour de son arrivée en France.

Par décret en date du :

31 mars 1945 — M. GAUDILLOT (Henri-François), Administrateur en Chef des Colonies, Secrétaire Général du territoire du Togo, est chargé, par intérim, des fonctions de Commissaire de la République au Togo pendant l'absence du titulaire autorisé à rentrer en France en mission.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 9 juin — Décret N° 1615 fixant la situation des personnels coloniaux pendant la période d'interruption des communications avec les colonies . . . 430

1945

- 19 février. — Arrêté ministériel (Finances) relatif à l'application aux territoires d'outre-mer de la conversion d'emprunts effectuée par la Société Nationale des Chemins de Fer Français en décembre 1942. (Arrêté de promulgation N° 444 Cab. du 23 août 1945) . . . 427

- 30 mai — Ordonnance N° 45-1110 modifiant et complétant l'ordonnance du 25 août 1944 relative au cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions publiques. (Arrêté de promulgation N° 434 Cab. du 21 août 1945) . . . 428
- 7 juin — Ordonnance N° 45-1223 instituant une nouvelle révision des listes électorales et organisant une procédure spéciale pour l'inscription de certaines catégories d'électeurs (Articles 2 et 3) . . . 434
- 18 juin — Décret N° 45-1348 validant l'acte dit « décret du 9 juin 1943 » modifié par l'acte dit « décret du 28 février 1944 » fixant la situation des personnels coloniaux et locaux pendant la période de l'interruption des communications avec les colonies. (Arrêté de promulgation N° 435 Cab. du 21 août 1945) . . . 430
- 25 juin — Ordonnance N° 45-1415 relative à la mise à la retraite des magistrats, fonctionnaires et employés civils de l'Etat, prisonniers de guerre ou déportés . . . 431
- 11 juillet — Ordonnance N° 45-1530 relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des colonies. (Arrêté de promulgation N° 436 Cab. du 21 août 1945). 432
- 11 juillet — Décret N° 45-1541 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du ministère des colonies (Arrêté de promulgation N° 436 Cab. du 21 août 1945) . . . 432
- 9 août — Décret N° 45-1776 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales. (Arrêté de promulgation N° 427 Cab. du 17 août 1945) . . . 433

| | | |
|---------|--|-----|
| 14 août | — Ordonnance modifiant le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif. (<i>Arrêté de promulgation</i> N° 481 Cab. du 1 ^{er} septembre 1945). | 435 |
| 22 août | — Ordonnance fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies. (<i>Arrêté de promulgation</i> N° 481 Cab. du 1 ^{er} septembre 1945). | 436 |

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

| | | |
|------------|--|-----|
| 23 juillet | — N° 2235 SE. — Arrêté général fixant les conditions de réalisation des contingents de marchandises d'importation | 438 |
| 23 juillet | — N° 2236 TP. — Arrêté général relatif à l'importation en A.O.F. et au Togo des produits industriels d'origine métropolitaine figurant à la nomenclature annexée à l'arrêté N° 456 TP. du 10 février 1945. | 440 |
| 28 juillet | — N° 2318 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB des amandes et du beurre de karité de la campagne 1945-46 | 443 |
| 14 août | — N° 2501 AP. — Arrêté général fixant les délais de procédure applicables à la révision et à l'établissement des listes électorales | 443 |
| 24 août | — N° 2597 AP — Arrêté général fixant les modalités d'application de l'article 2 de l'ordonnance du 7 juin 1945 organisant une procédure spéciale pour l'inscription sur les listes électorales de certaines catégories d'électeurs. | 444 |
| 30 août | — N° 2667 AP — Arrêté général relatif à l'inscription sur les listes électorales au titre des non-citoyens des sujets et administrés français des deux sexes âgés de 21 ans et appartenant aux diverses catégories énumérées à l'article 5 de l'ordonnance du 22 août 1945 | 444 |
| 30 août | — N° 2668 AP — Arrêté général fixant les modalités d'application de l'article 9 de l'ordonnance du 22 août 1945. | 444 |

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

| | | |
|---------|---|-----|
| 7 juin | — N° 314 ENR. — Arrêté portant modification des droits de timbre sur les colis postaux | 445 |
| 20 août | — N° 430 APA. — Arrêté nommant les membres de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé. | 445 |

| | | |
|-----------|--|-----|
| 21 août | — N° 431 APA — Arrêté portant rattachement provisoire du cercle de Lomé à la commune-mixte de Lomé et du cercle de Mango au cercle de Sokodé en ce qui concerne l'établissement des listes électorales | 446 |
| 21 août | — N° 432 APA. — Arrêté portant nomination des membres des commissions d'établissement et de révision des listes électorales | 446 |
| 22 août | — N° 437 AE/3. — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation | 447 |
| 23 août | — N° 438 Cab. — Arrêté portant délégation de fonctions | 447 |
| 23 août | — N° 439 F. — Arrêté autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve | 447 |
| 25 août | — N° 463 APA. — Arrêté relatif à l'organisation et au service de la brigade de gendarmerie du Togo. | 447 |
| Personnel | | 449 |
| Divers | | 452 |

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1945

| | | |
|--|---|-----|
| 6 juin | — Ordonnance N° 45-1184 relative aux importations de petits envois de marchandises dépourvus de tout caractère commercial et aux provisions de ménage accompagnées. | 453 |
| Avis aux importateurs pour l'application de l'ordonnance précitée du 6 juin 1945 | | 454 |

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

| | |
|--|-----|
| Avis d'adjudication | 455 |
| Avis de concours | 455 |
| Avis de vente aux enchères publiques | 455 |
| Avis relatif au remboursement des bons du Crédit National 4 % mai 1941 | 455 |
| Domaines | 456 |
| Compagnie Générale du Togo | 456 |
| Banque de l'Afrique Occidentale. | 456 |
| Nécrologie | 459 |

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Société Nationale des Chemins de Fer Français**

ARRETE N° 444 Cab. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 2229 AP. du 23 juillet 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté ministériel (Finances) du 19 février 1945 relatif à l'application aux territoires d'outre-mer de la conversion d'emprunts effectuée par la Société Nationale des Chemins de fer français en décembre 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1945.

*P. Le Commissaire de la République et p. o.,
Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 1^{er} décembre 1942;

Vu les arrêtés ministériels des 1^{er} et 2 décembre 1942;

Vu la décision de la Société nationale des chemins de fer français en date du 9 décembre 1944,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les propriétaires de titres des emprunts convertis par la loi du 1^{er} décembre 1942 qui, résidant à la date du 7 décembre 1942 dans les territoires français d'outre-mer, les pays de protectorat et les territoires sous mandat, justifieront d'une telle résidence et de la propriété des titres à cette date, pourront demander le remboursement de ces titres, dans un délai de deux semaines, à compter de la promulgation du présent arrêté dans le territoire ou pays de la résidence.

Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement dans le délai ci-dessus prévu seront convertis

d'office en obligations de la Société nationale des chemins de fer français 3 1/2 pour 100 1943.

ART. 2. — Les opérations de remboursement et de conversion visées à l'article 1^{er} du présent arrêté seront effectuées dans les conditions prévues par la décision de la Société nationale des chemins de fer français, en date du 9 décembre 1944, ci-annexée.

Fait à Paris, le 19 février 1945.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
P. CALVET.*

DECISION de la Société Nationale des chemins de fer français en date du 9 décembre 1944 fixant les conditions d'application aux territoires français d'outre-mer de l'opération de conversion d'obligations en décembre 1942.

ARTICLE PREMIER. — Conformément à l'article 10 de la décision du conseil d'administration en date du 2 décembre 1942, la présente décision fixe les conditions spéciales de remboursement et de conversion des titres dont les propriétaires, résidant à la date du 7 décembre 1942 dans les territoires français d'outre-mer, les pays de protectorat et les territoires sous mandat, justifieront d'une telle résidence et de la propriété de ces titres à cette date.

ART. 2. — Le dépôt des titres à rembourser devra être effectué, à l'appui de la justification visée à l'article 1^{er}, dans les délais fixés par l'arrêté à intervenir en application de l'article 2 de l'arrêté du 2 décembre 1942 :

Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine et des payeurs particuliers de l'Algérie;

Aux caisses des trésoriers généraux et des trésoriers-payeurs dans les colonies, dans les autres pays de protectorat et les territoires sous mandat;

Aux services financiers de la Société nationale des chemins de fer français, 88, rue Saint-Lazare, à Paris.

ART. 3. — Le remboursement s'effectuera au pair, diminué de l'impôt, ainsi que, le cas échéant, du prélèvement de 10 p. 100, et majoré des intérêts courus au taux ordinaire depuis la date de la dernière échéance semestrielle jusqu'au 1^{er} janvier 1945, suivant le barème publié au *Journal officiel* du 4 décembre 1942 et ci-dessous reproduit.

Tous les intérêts payables aux échéances comprises entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1944 seront en outre réglés sur la base du prix du dernier coupon échu antérieurement au 1^{er} janvier 1943.

ART. 4. — Le dépôt des titres à convertir devra être effectué, appuyé de la justification visée à l'article 1^{er}, aux caisses indiquées à l'article 2.

ART. 5. — Les titres convertis seront repris dans les conditions fixées à l'article 3 pour les titres rembour-

sés et donneront lieu au paiement d'une soulte fixée par le barème ci-dessous.

Tous les intérêts payables aux échéances comprises entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1944 seront en outre réglés sur la base du prix du dernier coupon échu antérieurement au 1^{er} janvier 1943.

Les obligations « Société nationale des chemins de fer français 3 1/2 p. 100 1943 » délivrées en échange des titres convertis porteront jouissance du 1^{er} janvier 1945.

Le président du conseil d'administration,
FOURNIER.

Barème des valeurs de reprise et des soultes à payer.

| CATEGORIES de titres. | | PRIX NET de remboursement. | INTÉRÊTS COURUS nets. | VALEUR de reprise, intérêts compris. | PRIX NET des nouveaux titres. | SOULTES À PAYER en cas de conversion. |
|---|-------------------|----------------------------|-----------------------|--------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|
| | | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| <i>Obligations 6 p. 100 anciennes de 500 fr.</i> | | | | | | |
| Est... | N. { Per. phys... | 478,5 | 5,3 | 483,8 | 455 | 28,8 |
| | Per. mor... | 473,5 | 4,8 | 478,3 | 455 | 23,3 |
| | P. { Per. phys... | 478,5 | 4,7 | 483,2 | 455 | 28,2 |
| | Per. mor... | 473,5 | 4,2 | 477,7 | 455 | 22,7 |
| Nord... | N. { Per. phys... | 480,1 | 5,3 | 485,4 | 455 | 30,4 |
| | Per. mor... | 475,5 | 4,8 | 480,3 | 455 | 25,3 |
| | P. { Per. phys... | 480,1 | 4,7 | 484,8 | 455 | 29,8 |
| | Per. mor... | 475,5 | 4,1 | 479,6 | 455 | 24,6 |
| P.-L.-M. | N. { Per. phys... | 478,6 | 5,3 | 483,9 | 455 | 28,9 |
| | Per. mor... | 473,6 | 4,8 | 478,4 | 455 | 23,4 |
| | P. { Per. phys... | 478,6 | 4,7 | 483,3 | 455 | 28,3 |
| | Per. mor... | 473,6 | 4,2 | 477,8 | 455 | 22,8 |
| P.-O... | N. { Per. phys... | 477,1 | 1,8 | 478,9 | 455 | 23,9 |
| | Per. mor... | 471,7 | 1,6 | 473,3 | 455 | 18,3 |
| | P. { Per. phys... | 477,1 | 1,2 | 478,3 | 455 | 23,3 |
| | Per. mor... | 471,7 | 1 | 472,7 | 455 | 17,7 |
| <i>Obligations 6 p. 100 anciennes de 500 fr. (Suite.)</i> | | | | | | |
| Midi... | N. { Per. phys... | 465,8 | 1,8 | 467,6 | 455 | 12,6 |
| | Per. mor... | 457,8 | 1,6 | 459,4 | 455 | 4,4 |
| | P. { Per. phys... | 465,8 | 1,2 | 467 | 455 | 12 |
| | Per. mor... | 457,8 | 1 | 458,8 | 455 | 3,8 |
| Grande-Coin-ture... | N. { Per. phys... | 468,6 | 10,5 | 479,1 | 455 | 24,1 |
| | Per. mor... | 461,3 | 9,5 | 470,8 | 455 | 15,8 |
| | P. { Per. phys... | 468,6 | 9,3 | 477,9 | 455 | 22,9 |
| | Per. mor... | 461,3 | 8,3 | 469,6 | 455 | 14,6 |
| <i>Obligations P.-L.-M. 6 p. 100 type 1921, tranche A, de 500 fr.</i> | | | | | | |
| N.... | Pers. physiq... | 462,9 | 7,1 | 470 | 455 | 15 |
| | Pers. morales... | 454,3 | 6,4 | 460,7 | 455 | 5,7 |
| P.... | Pers. physiq... | 462,9 | 5,9 | 468,8 | 455 | 13,8 |
| | Pers. morales... | 454,3 | 5,2 | 459,5 | 455 | 4,5 |

Cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions

ARRETE N° 434 Cab. du 21 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance du 25 août 1944 modifiant et complétant le décret du 29 octobre 1936, relatif au cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions, promulguée au Togo le 17 novembre 1944;

Vu l'arrêté général n° 2168 AP. du 20 juillet 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance N° 45-1110 du 30 mai

1945 modifiant et complétant l'ordonnance du 25 août 1944 relative au cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions publiques.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1945.

J. NOUTARY.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 37 de la loi du 30 décembre 1913;

Vu le décret du 29 octobre 1936 pris en exécution de la loi du 20 juin 1936 relative au cumul des retraites, de rémunérations et de fonctions, ensemble les divers textes modificatifs;

Vu l'ordonnance du 25 août 1944 modifiant et complétant le décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions publiques;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimés dans le premier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944, les mots : « ou une solde ».

Le troisième alinéa dudit article est modifié ainsi qu'il suit :

« Les pensions autres que celles visées à l'alinéa précédent se cumulent avec un traitement dans la limite, soit du dernier traitement ou de la dernière solde d'activité, soit du traitement afférent au nouvel emploi si cette rémunération excède le dernier traitement ou la dernière solde d'activité ».

Sont substitués, dans le dernier alinéa dudit article 4, aux mots : « ... du traitement ou de la solde retenue... », ceux « ... du traitement retenu... ».

ART. 2. — Le premier alinéa de l'article 7 de l'ordonnance du 25 août 1944 est modifié comme suit :

« A l'exception des bénéficiaires de l'article précédent... ».

(Le reste sans changement).

Le second alinéa du même article est modifié de la façon suivante :

« Les fonctionnaires civils dont la mise à la retraite... ».

(Le reste sans changement).

Le dernier alinéa dudit article est supprimé.

ART. 3. — Les articles 8 et 10 de l'ordonnance du 25 août 1944 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — Les retraités déjà pourvus d'un emploi lors de la publication de la présente ordonnance pourront, nonobstant les dispositions qui précèdent, continuer à bénéficier jusqu'au 31 mars 1945 de toute réglementation plus avantageuse qui leur était applicable. ».

« Ceux des intéressés qui, bien que retraités par limite d'âge, ont continué aux termes de la réglementation antérieure à acquérir de nouveaux droits à pension au titre d'un autre emploi pourront, le cas échéant, conserver ce bénéfice au delà de la date précitée ».

« Art. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi. Elle sera applicable à compter du 1^{er} juin 1944, sauf sur le territoire continental où elle prendra effet du 1^{er} septembre 1944 ».

ART. 4. — L'article 18 du décret du 29 octobre 1936 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où les limites de cumul seront atteintes, la réduction prévue sera opérée sur la pension. ».

« Pour les titulaires de pensions inscrites au grand livre de la dette viagère, cette réduction sera effectuée

au vu d'un certificat de suspension établi par le directeur de la dette publique, par délégation du ministre des finances. ».

« Pour les titulaires de pensions autres que celles visées à l'alinéa précédent, la réduction sera effectuée au vu de certificats de suspension établis par la collectivité qui a la charge de la pension ».

ART. 5. — La présente ordonnance, dont les dispositions, à l'exception de celles de l'article 4, sont interprétatives, sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 30 mai 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Ministre de l'Economie nationale
et des Finances,*
R. PLEVEN.

Le ministre d'Etat,
Jules JEANNENEY.

Le Garde des sceaux, ministre de la justice,
François de MENTHON.

Le Ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre de la Guerre,
André DIETHELM.

Le Ministre de la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Le Ministre de la production industrielle,
Robert LACOSTE.

Le Ministre de l'Agriculture,
TANGUY-PRIGENT.

Le ministre du ravitaillement,
Paul RAMADIER.

Le Ministre de l'éducation nationale,
René CAPITANT.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,
Alexandre PARODI.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,
René MAYER.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Augustin LAURENT.

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Ministre de l'Information,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
Henry FRENAY.

Personnel

ARRETE No 435 Cab. du 21 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la lettre no 26.890 A/PEL/MM. en date du 16 juillet 1945 du Ministre des Colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret no 45-1348 du 18 juin 1945 validant l'acte dit « décret du 9 juin 1943 », modifié par l'acte dit « décret du 28 février 1944 » fixant la situation des personnels coloniaux et locaux pendant la période de l'interruption des communications avec les colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1945.

J. NOUTARY.

DECRET No 45-1348 du 18 juin 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé l'acte dit décret du 9 juin 1943, modifié par l'acte dit décret du 28 février 1944, fixant la situation des personnels coloniaux et locaux pendant la période d'interruption des communications avec les colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

DECRET No 1615 du 9 juin 1943.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du contre-amiral, secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies,

Vu l'acte constitutionnel no 12;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — (modifié par le décret No 463 du 28 février 1944). En cas d'interruption des communications avec les colonies résultant de l'état de guerre et à compter du jour où cette interruption aura été constatée, le temps passé par les fonctionnaires des cadres généraux ou locaux des colonies dans l'une des positions suivantes :

a) Position de maintien par ordre en France en expectative d'embarquement ou d'affectation;

b) Position d'activité de service au secrétariat d'Etat à la marine et aux colonies dans les services annexes ou extérieurs de ce département ou dans une autre administration métropolitaine, leur sera compté pour moitié, au point de vue exclusif de l'avancement, comme temps de service effectif dans une des colonies du premier groupe énumérées au paragraphe 4 de l'article 35 du décret du 2 mars 1910, colonies dans lesquelles le séjour administratif réglementaire est de deux ans.

En l'absence d'une affectation coloniale antérieure, les fonctionnaires susvisés sont rangés dans la même catégorie que ci-dessus.

Le secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies constate par arrêté la date à laquelle est intervenue l'interruption des communications avec les colonies, date qui détermine l'origine de l'application du présent décret.

ART. 2. — Les dispositions prévues à l'article 1^{er} cesseront d'avoir effet, pour chaque intéressé, la veille de son embarquement pour une destination coloniale et, au plus tard, à une date limite qui sera fixée ultérieurement par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies.

Elles ne s'appliquent pas aux fonctionnaires coloniaux maintenus en service en France soit dans la position de service détaché, soit en vertu de leur statut, pendant l'application des règles du détachement ou le temps de service à accomplir dans la métropole conformément à leur statut. Toutefois, si les intéressés ne se trouvent pas au cours d'un détachement prononcé sur leur demande avant l'interruption des communications ou si, par suite des circonstances, ils ont été placés d'office dans l'une des positions susvisées, le bénéfice du présent décret leur sera accordé à compter du jour où leur présence à la colonie est devenue indispensable pour leur permettre de prétendre à un avancement dans le temps d'ancienneté minimum requis par leur statut.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat à la marine et aux colonies.

Fait à Vichy, le 9 juin 1943.

ORDONNANCE N° 45-1415 du 25 juin 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés et du Ministre de l'Economie nationale et des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu la loi du 18 août 1936, concernant les mises à la retraite par ancienneté, ensemble les textes qui l'ont complétée ou modifiée;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les magistrats, fonctionnaires et employés civils de l'Etat, prisonniers de guerre atteints par la limite d'âge, au cours de leur captivité, ne peuvent être mis à la retraite qu'à la date de leur démobilisation.

ART. 2. — Les magistrats, fonctionnaires et employés civils de l'Etat, déportés politiques au sens de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, atteints par la limite d'âge au cours de leur déportation, ne peuvent être mis à la retraite qu'au moment de leur retour en France et au plus tard dans le délai de deux mois à dater de leur passage dans un centre d'accueil départemental.

ART. 3. — Même si elles ont été mises à la retraite antérieurement à la présente ordonnance, les personnes visées aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus bénéficieront des dispositions qui précèdent, en ce qui concerne le traitement et les droits à pension.

ART. 4. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 30 juillet 1941 réglant la situation des fonctionnaires prisonniers de guerre atteints par la limite d'âge durant leur captivité.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 25 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
Henri FRENAY.

Le Ministre d'Etat
Jules JEANNENEY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER

Le Ministre de la Guerre,
A. DIETHELM.

Le Ministre de la marine,
Louis JACQUINOT.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,
R. PLEVEN.

Le Ministre de la Production industrielle,
Robert LACOSTE.

Le Ministre de l'Agriculture,
Tanguy PRIGENT.

Le Ministre du Ravitaillement,
Christian PINEAU.

Le Ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
Raoul DAUTRY.

Le Ministre de l'Education nationale,
René CAPITANT.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,
Alexandre PARODI.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,
René MAYER.

Le Ministre de l'Agriculture,
Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones p. i.
Tanguy PRIGENT.

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Ministre de l'Information,
Jacques SOUSTELLE.

*** Soldes****ARRETE N° 436 Cab. du 21 août 1945.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le bordereau N° 26.735 A/PEL/GO. du Ministère des Colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance N° 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires des cadres généraux des Colonies;

2^o — le décret N° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes du personnel des cadres généraux relevant du Ministère des Colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1945.

J. NOUTARY

ORDONNANCE N° 45-1530 du 11 juillet 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 15 de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est expressément constatée la nullité de l'article 70 de l'acte dit « loi du 31 décembre 1942 » portant fixation du budget de l'exercice 1943.

Toutefois, cette nullité ne porte pas atteinte aux effets résultant de l'application dudit texte antérieure à la publication de la présente ordonnance.

ART. 2. — Les traitements et indemnités des personnels des cadres généraux des colonies sont fixés par décret pris sur le rapport du ministre des finances, après avis conforme du ministre des finances.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 11 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Le Ministre des Finances,

R. PLEVEN.

DECRET N° 45-1541 du 11 juillet 1945.

Le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat, notamment l'article 15;

Vu l'ordonnance n° 45-1530 du 11 juillet 1945 relative à la révision des traitements des fonctionnaires coloniaux;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et tous les actes subséquents;

Sur la proposition du ministre des colonies et l'avis du ministre des finances,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 15 avril 1945, les fonctionnaires des cadres généraux des colonies bénéficieront, quelle que soit la colonie dans laquelle ils sont ou étaient en service, d'une solde unique. Cette solde unique leur est attribuée, soit dans

la position de service dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, soit dans la position de permission, de congé rétribué ou de détention en France.

La position du fonctionnaire en cours de traversée, se rendant à la colonie ou en revenant, en congé ou en permission, est assimilée, au point de vue traitement, à la position de service outre-mer.

La solde unique se substitue à la solde de présence dont elle a tous les caractères. Elle est exclusive de l'indemnité de résidence familiale et son montant est égal à celui de la solde accordée aux personnels en service en France, telle qu'elle résulte des décrets d'application de l'ordonnance du 6 janvier 1945, majorée de quatre dixièmes.

Un plafond à la majoration ci-dessus pourra, pour certains territoires, être fixé par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies.

Toutefois, la majoration des quatre dixièmes ne sera pas prise en compte pour le calcul de la retraite.

En outre, cette majoration cessera d'être versée en cas de prolongation pour quelque motif que ce soit de la permission ou du congé.

Le régime des suppléments locaux (algérien, chérifien, tunisien) est substitué à la majoration prévue ci-dessus en ce qui concerne les fonctionnaires des cadres généraux des colonies en service en Afrique du Nord.

ART. 2. — Sont supprimés :

1° — Le supplément colonial;

2° — Le supplément provisoire de traitement;

3° — L'indemnité de séjour en France;

4° — L'indemnité de service temporaire en France;

5° — Les indemnités de direction et de fonctions, soumises ou non à la retenue pour pension, les indemnités, allocations diverses, parts de fonds communs, ainsi que, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, toutes rémunérations accessoires allouées sous quelque dénomination que ce soit, aux personnels qui font l'objet du présent décret.

Les indemnités et allocations visées au présent article cesseront de plein droit d'être attribuées à compter du 1^{er} février 1945 en ce qui concerne le personnel en position de service dans la métropole et à compter du 15 avril 1945 en ce qui concerne le personnel ne se trouvant pas dans cette position.

Des décrets, pris en conseil des ministres, sur le rapport du ministre des colonies, après avis conforme du ministre des finances, fixeront le taux et les conditions d'attribution des indemnités ou allocations dont le maintien serait admis.

Les rémunérations, indemnités, tantièmes, jetons de présence, vacations pour représentation de l'Etat, des colonies ou des collectivités publiques dans les organismes publics et d'économie mixte et dans les commissions, sont supprimés ou, le cas échéant, versés au budget des colonies dans les conditions déterminées par arrêtés locaux.

Les sommes antérieurement distribuées au titre de parts de fonds communs cesseront d'être réparties et seront régulièrement prises en recettes au budget intéressé.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 2 qui précèdent ne seront pas applicables aux indemnités ou allocations limitativement énumérées ci-après :

1^{re} — Allocations de caractère familial (supplément familial de traitement, indemnités pour charges de famille, indemnité familiale d'attente créée par l'arrêté du 29 novembre 1944) ;

2^o — Indemnités horaires allouées en rémunération des travaux supplémentaires effectivement réalisés, indemnités pour connaissances spéciales ou primes destinées à tenir compte de la valeur des services rendus ;

3^a — Indemnités représentatives de frais (indemnité de départ colonial, indemnité de représentation, indemnité de frais de bureau, indemnités de déplacement et de tournée) ;

4^o — Allocations et remises afférentes aux opérations intéressant le crédit de l'Etat et des collectivités et établissements publics ou engageant la responsabilité personnelle des agents ;

5^o — Indemnités de zone, perçues en service et en position de permission, de congé rétribué et de détention. Toutefois, cette indemnité est réduite de moitié pendant la durée du congé et de la détention ; elle cessera d'être versée en cas de prolongation, pour quelque motif que ce soit, de la permission ou du congé.

Les conditions d'attribution et le taux des indemnités, primes et allocations prévues aux paragraphes 1^{er} à 5 du présent article seront fixées par arrêtés des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies autonomes, avec l'agrément préalable du ministre des colonies et l'avis conforme du ministre des finances.

ART. 4. — Il sera ouvert, à compter du 15 avril 1945, chez le comptable supérieur de chaque colonie, au nom de chacun des fonctionnaires, un compte temporaire de pécule portant intérêt à 1 p. 100.

Sera obligatoirement portée au crédit de ce compte une fraction de la solde unique prévue à l'article 1^{er}, qui sera fixée pour chaque colonie, par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur, soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies.

Le montant de ce compte restera indisponible, sauf en cas de décès, de mariage, de retraite ou de retour en France du titulaire, en position de permission, de congé ou de détention.

Il pourra, en outre, dans les formes précisées à l'alinéa 2 du présent article, être procédé à la libération, en tout ou en partie, du compte de pécule, pour permettre au fonctionnaire soit l'entretien de sa famille, dont il aura laissé une partie en France, soit la reconstruction d'immeubles d'habitation, et la reconstitution des meubles meublants ou objets mobiliers partiellement ou totalement détruits par actes de guerre au sens de la législation relative aux dommages de guerre.

ART. 5. — L'application des dispositions qui précèdent, ne peut avoir pour effet de ramener le montant des sommes effectivement perçues par un fonctionnaire

au-dessous du montant de celles qu'il a perçues le 15 avril 1945.

Dans le cas où l'application des articles 1^{er} et 3 du présent décret aboutirait à lui accorder une rémunération inférieure à celle qu'il a perçue, par application des textes en vigueur le 15 avril 1945, il lui sera accordé, par arrêté du gouverneur à titre transitoire, jusqu'à ce que les relèvements éventuels de soldes obtenus au titre de l'avancement ou d'indemnités de zone viennent compenser la différence, une indemnité provisoire personnelle compensatrice, destinée à ramener sa rémunération au montant de celle qu'il percevait effectivement à la date du 15 avril 1945.

ART. 6. — Sont abrogés, pour compter du 15 avril 1945, les articles 89 bis, 91 et 92, du décret du 2 mars 1910, et les textes subséquents, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

ART. 7. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Listes électorales

ARRETE N° 427 Cab. du 17 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu le radiotélégramme N° 364 AP. du 14 août 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1776 du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 17 août 1945.

J. NOUTARY.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération Nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif et les textes qui les ont modifiés;

Vu les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 7 juillet 1874 sur l'électorat municipal;

Vu l'article 14 de la loi municipale du 5 avril 1884;

Vu le décret du 5 janvier 1910 fixant les conditions de l'électorat politique dans les territoires du Sénégal non érigés en communes de plein exercice;

Vu les décrets des 3 janvier et 11 avril 1914 portant règlement d'administration publique pour l'application au Sénégal, notamment de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales;

Vu l'article 7 de la loi du 20 mars 1924 concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote et des cartes électorales rendue applicable aux colonies par le décret du 5 avril 1924;

Vu la loi du 25 mars 1932 relative à l'élection des députés;

Vu l'article 2 de la loi du 30 décembre 1935 complétant la loi du 7 juillet 1874 précitée;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération et notamment son article 32;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant adaptation aux territoires relevant du ministère des colonies de l'ordonnance du 21 avril 1944 susvisée modifiée par l'ordonnance du 15 mai 1945 et notamment son article 9 (alinéa 1^{er});

Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, modifié par le décret du 30 mai 1945;

Vu l'ordonnance du 7 juin 1945 instituant une nouvelle révision des listes électorales et organisant une procédure spéciale pour l'inscription de certaines catégories d'électeurs;

Le Conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel, il sera procédé au cours du deuxième semestre de l'année 1945, à la révision des listes électorales au Sénégal.

Les conditions prévues pour l'électorat politique dans les territoires du Sénégal sont étendues aux autres territoires de l'A.O.F. et au Togo. Les listes électorales seront dressées et révisées dans les formes, délais et conditions de la législation en vigueur au Sénégal qui est déclaré applicable dans ces territoires, notamment le décret du 5 janvier 1910.

Exceptionnellement l'établissement des nouvelles listes aura lieu au cours du deuxième semestre de l'année 1945.

Un arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. fixera, tant en ce qui concerne la révision des listes électorales anciennes que l'établissement des nouvelles listes, les délais de procédure applicables ainsi que la date à partir de laquelle seront effectuées ces opérations.

ART. 2. — Les femmes citoyennes françaises seront électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les citoyens.

ART. 3. — Les attributions dévolues dans les territoires du Sénégal au Lieutenant Gouverneur du Sénégal seront exercées dans les autres colonies de l'A.O.F. et au Togo par le Gouverneur de la colonie ou du territoire.

ART. 4. — Sont rendues applicables à l'A.O.F. et au Togo les dispositions des articles 2 et 3 de l'ordonnance susvisée du 7 juin 1945. Un arrêté du Gouverneur général fixera les modalités d'application de ces dispositions.

ART. 5. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française, ainsi qu'au *Journal officiel* de l'A.O.F. et du Togo et inséré au *bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 9 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

ORDONNANCE du 7 juin 1945.

II — Inscription des militaires, déportés et personnes se trouvant dans un cas particulier du fait de la guerre.

Art. 2. — Tout électeur ou électrice qui s'est trouvé dans l'impossibilité de vérifier ou demander son inscription sur la liste électorale par suite de son appartenance à l'une des catégories ci-après :

1^o — Militaires;

2^o — Déportés au titre politique ou au titre du service du travail obligatoire;

3^o — Réfugiés ou évacués par suite d'opérations militaires;

4^o — Electeurs ou électrices retenus en dehors du territoire métropolitain du fait des hostilités, pourra, même après la clôture de la liste, se pourvoir devant le juge de paix aux fins d'inscription par déclaration ou par lettre recommandée adressée au greffier.

La réclamation devra être introduite par l'intéressé dans les vingt jours qui suivent son retour dans ses foyers.

Dans les vingt-quatre heures du dépôt, le greffier notifiera ce pourvoi au maire de la commune où le réclamant prétend exercer ses droits. Le Maire assurera la publicité de ce pourvoi dans les formes ordinaires et fera connaître, s'il y a lieu, ses observations au juge de paix dans un délai de trois jours à partir de la notification à lui faite.

Le juge de paix statuera cinq jours au moins et dix jours au plus après le dépôt au greffe de la réclamation.

III — Inscription des femmes françaises établies à l'étranger

Art. 3. — L'article 14 (2^e) de la loi du 5 avril 1884 est complété comme suit :

« Les femmes françaises établies à l'étranger et immatriculées au consulat de France seront inscrites, sur leur demande, soit sur la liste électorale de la commune de leur dernier domicile ou de leur dernière résidence en France à condition, dans ce dernier cas, qu'elles y aient résidé six mois au moins, soit sur la liste électorale de leur commune de naissance ».

ARRETE N° 481 Cab. du 1^{er} septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 Avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° 396 AP du 30 Août 1945 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif;

2^o — l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des Territoires d'Outre-Mer relevant du Ministère des Colonies.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 1^{er} septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ORDONNANCE N° 45-1810 du 14 août 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre de l'Intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 Juin 1943 portant institution du Comité Français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 15, 16, 17 et 27 du décret susvisé du 2 février 1852 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 15. — Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales :

« 1^o — Les individus condamnés pour crime;

« 2^o — Ceux condamnés à une peine d'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics ou attentats aux mœurs prévus par les articles 330, 331 et 334 du Code Pénal;

« 3^o — Ceux condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement pour délit quelconque, sous réserve des dispositions de l'article 17 ci-après;

« 4^o — Ceux auxquels les tribunaux ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction;

« 5^o — Ceux qui sont en état de contumace;

« 6^o — Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par des tribunaux français, soit par un jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France;

« 7^o — Les interdits.

« Art. 16. — Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales pendant un délai de cinq années les condamnés pour un délit quelconque à une peine d'emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessus, ou à une amende au moins égale à 1.000 francs (décimes en sus) ou 10.000 francs sans décimes, sous réserve des dispositions de l'article 17 ci-après.

« Ce délai partira, pour les condamnés à l'emprisonnement sans sursis, de l'expiration de la peine et, pour les condamnés à l'emprisonnement avec sursis ou à l'amende, du jugement définitif.

« Art. 17. — N'empêchent pas l'inscription sur les listes électorales :

« 1^o — les condamnations pour délits d'imprudence, hors le cas de délit de fuite concomitant;

« 2^o — les condamnations prononcées pour infractions (autres que les infractions à la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés) qui sont qualifiées délits mais dont cependant la répression n'est pas subordonnée à la preuve de la mauvaise foi de leurs auteurs et qui ne sont passibles que d'une amende ».

« Art. 27. — Sont inéligibles les personnes désignées aux articles 15 et 16 ci-dessus, celles pourvues d'un conseil judiciaire et celles privées de leur droit d'éligibilité par décision judiciaire en application des lois qui autorisent cette privation ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République Française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 14 août 1945.

Ch. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER.

ORDONNANCE N° 45-1874 du 22 août 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des colonies

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi du 17 Juillet 1889 sur les candidatures multiples;

Vu la loi du 21 Juillet 1927 portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés;

Vu l'ordonnance du 21 Avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération;

Vu le décret du 20 Août 1945 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du Général de Gaulle;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement;

Le Conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Tous les territoires d'Outre-Mer relevant du Ministère des Colonies seront représentés à l'Assemblée Nationale Constituante.

ART. 2. — Les électeurs et électrices citoyens français inscrits sur les listes électorales à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane française, à Saint-Pierre et Miquelon, dans les Etablissements français de l'Océanie; les électeurs et électrices inscrits sur les listes électorales dans les Etablissements français de l'Inde éliront des représentants en nombre prévu par l'article 12 ci-après, au suffrage universel direct.

ART. 3. — Les territoires suivants : Nouvelle Calédonie et dépendances, Côte française des Somalis, Archipel des Comores, auront chacun un seul collège électoral dans lequel seront réunis les électeurs et électrices tant citoyens que non citoyens.

ART. 4. — Dans tous les autres territoires, il sera formé deux collèges électoraux distincts, l'un pour les électeurs et électrices citoyens, l'autre pour les électeurs et électrices non citoyens.

ART. 5. — Sont inscrits sur les listes électorales au titre des non citoyens :

a) A Madagascar et Dépendances, les personnes des deux sexes âgées de vingt-et-un ans, remplissant les conditions prévues à l'article 11 du décret du 23 mars 1945 portant création d'un Conseil représentatif dans cette Colonie.

b) En Afrique Occidentale Française et au Togo, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun français, en Nouvelle Calédonie et Dépendances, et à la Côte Française des Somalis, les sujets et administrés français des deux sexes âgés de vingt-et-un ans et rentrant dans l'une quelconque des catégories suivantes;

1° — Notables évolués tels que le statut en est défini pour chaque territoire par les textes réglementaires;

2° — Membres et anciens membres des assemblées locales, Conseil de Gouvernement, Conseil d'Administration, municipalités, chambres de commerce, chambres d'Agriculture et d'industrie;

3° — Membres et anciens membres des bureaux des associations coopératives ou syndicales, membres et anciens membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance;

4° — Membres de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, compagnons de la libération, titulaires

de la Médaille Militaire, de la Médaille de la Résistance française, de la Croix de Guerre, de la Médaille Coloniale, du Mérite Agricole, du Mérite Maritime, d'un Ordre Colonial français ou de distinctions honorifiques locales dont la liste sera fixée pour chaque territoire par arrêté du Gouverneur général ou Gouverneur, approuvé par le Ministre des Colonies;

5° — Fonctionnaires et agents de l'Administration en retraite ou en activité de service, ayant occupé ou occupant un emploi permanent dans un cadre régulièrement organisé;

6° — Titulaires de certains diplômes délivrés par l'Etat ou par l'Administration locale ou un établissement d'enseignement reconnu, correspondant au niveau minimum du certificat d'Etudes primaires élémentaires local. La liste de ces diplômes sera déterminée par arrêté du Gouverneur général ou Gouverneur approuvé par le Ministre des Colonies;

7° — Présidents et assesseurs titulaires ou suppléants des juridictions indigènes, anciens présidents ou assesseurs titulaires ou suppléants n'ayant pas été révoqués ou démis;

8° — Ministres des cultes;

9° — Anciens officiers ou sous-officiers;

10° — Anciens militaires ayant servi hors du territoire d'origine pendant la guerre de 1914-1918 ou la guerre de 1939-1945, et engagés volontaires ou titulaires d'une pension de retraite ou de réforme;

11° — Commerçants patentés aptes à élire les membres des chambres de commerce;

12° — Chefs ou représentants des collectivités indigènes.

ART. 6. — A la Nouvelle Calédonie, les listes électorales seront celles dressées pour les élections au Conseil Général complétées par la liste des électeurs autochtones non citoyens, qui sera dressée dans les mêmes conditions, les délais de procédure étant fixés par arrêté du Gouverneur.

Dans les établissements français de l'Océanie, les listes seront celles dressées pour les élections aux Conseils municipaux et aux Conseils de districts.

A Madagascar les listes seront celles établies pour le Conseil représentatif en application des articles 10, 11 et 12 du décret du 23 mars 1945 précité.

ART. 7. — Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales en Afrique Occidentale Française et au Togo; en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun français, à la Côte française des Somalis et en Nouvelle Calédonie, les non citoyens qui se trouvent dans un des cas d'incapacité prévus par le décret organique du 2 février 1852 et les textes qui l'ont modifié, ou ceux qui, en Afrique Occidentale Française et au Togo, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun français et à la Côte française des Somalis ont été condamnés par une juridiction indigène à une peine criminelle ou à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à six mois ou à l'exclusion à vie de tous emplois, fonctions ou offices publics.

Les personnes exclues à temps d'un emploi, fonction ou office public seront frappées de l'incapacité prévue au premier alinéa du présent article, pendant la durée de cette exclusion.

ART. 8. — Sous réserve des incompatibilités et inéligibilités prévues par les textes en vigueur, tant dans la Métropole que dans les Territoires d'Outre-Mer relevant du Ministère des Colonies, tout électeur âgé de 25 ans, même s'il appartient à un collège de non citoyens est éligible dans tous les territoires par l'un ou l'autre collège.

ART. 9. — Les représentants sont élus au scrutin uni-nominal à deux tours. Le premier tour de scrutin aura lieu le 21 octobre 1945 dans tous les territoires; le second tour aura lieu le 4 novembre 1945 dans toutes les circonscriptions, sauf en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun français, à Madagascar et dans les Etablissements français de l'Océanie où elles auront lieu le 18 novembre 1945.

Sont applicables à la présente consultation électorale les articles 3 et 5 de la loi du 21 juillet 1927 susvisée.

Dans les territoires où il n'existe pas de conseil général, la composition de la commission prévue à l'article 5 de ladite loi et le lieu de sa réunion seront fixés par arrêté du Gouverneur général ou Gouverneur, de l'Administrateur chef de territoire à Saint-Pierre et Miquelon. Dans tous les territoires, les détails prévus à l'article 5 de la loi du 21 juillet 1927 pourront être modifiés par arrêtés des autorités visées au présent alinéa.

Dans tous les territoires, des arrêtés des autorités visées au 4^e alinéa ci-dessus pourront étendre, sous les modalités qu'ils détermineront, les dispositions des articles 8 à 12 et 14, premier alinéa, de la loi du 21 juillet 1927 susvisée aux territoires intéressés.

Tout représentant non citoyen élu acquiert de plein droit, à titre personnel, la qualité de citoyen français.

ART. 10. — Tout candidat doit présenter, au plus tard le quinzième jour précédant le premier tour de scrutin ou le septième jour précédant le second tour, une déclaration revêtue de sa signature légalisée, enregistrée contre récépissé provisoire, au Gouvernement général ou au Gouvernement de la Colonie pour les Colonies non groupées. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite. Il est délivré récépissé définitif de la déclaration dans les vingt quatre heures. La déclaration doit comporter :

1^o — Les noms, prénoms, date et lieu de naissance du candidat;

2^o — Le Territoire où la Circonscription électorale de ce territoire dans lequel le candidat se présente;

3^o — Le collège électoral devant lequel le candidat se présente lorsqu'il y a dualité de collège.

ART. 11. — Les articles 1^{er}, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 17 juillet 1889 sur les candidatures multiples sont applicables, sous réserve des dispositions suivantes :

Nul ne peut être candidat dans plus d'un territoire, et si ce territoire est divisé en circonscriptions électorales dans plus d'une circonscription, ni devant plus d'un collège électoral.

Nul ne peut être candidat dans un territoire d'Outre-Mer s'il est candidat dans la Métropole et inversement.

ART. 12. — Le nombre des représentants de chaque territoire ou circonscription est fixé conformément au tableau ci-dessous :

| TERRITOIRES | NOMBRE DES REPRÉSENTANTS | | |
|--|------------------------------|----------------------------------|------------------------|
| | DES COLLÈGES DES CITOYENS | DES COLLÈGES DES NON CITOYENS | DES COLLÈGES MIXTES |
| Martinique 1 ^{re} circonscription | 1 | | |
| Martinique 2 ^e circonscription | 1 | | |
| Guadeloupe 1 ^{re} circonscription | 1 | | |
| Guadeloupe 2 ^e circonscription | 1 | | |
| Réunion 1 ^{re} circonscription | 1 | | |
| Réunion 2 ^e circonscription | 1 | | |
| Guyane française | 1 | | |
| Saint-Pierre et Miquelon | 1 | | |
| Ets. français de l'Océanie | 1 | | |
| Nlle. Calédonie et Dépendances | | | 1 |
| Etablissements français de l'Inde | | | 1 |
| Côte française des Somalis | | | 1 |
| Sénégal-Mauritanie | 1 | 1 | |
| Côte d'Ivoire | 1 | 1 | |
| Soudan-Niger | 1 | 1 | |
| Guinée | 1 | 1 | |
| Dahomey-Togo | 1 | 1 | |
| Cameroun français | 1 | 1 | |
| Gabon-Moyen Congo | 1 | 1 | |
| Oubangui-Chari-Tchad | 1 | 1 | |
| Madagascar 1 ^{re} circonscription | 1 | 1 | |
| Madagascar 2 ^e circonscription | 1 | 1 | |
| Madagascar, Archipel des Comores | | | 1 |
| Total | | | 33 représentants |

A la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, les circonscriptions électorales sont celles déterminées au tableau annexé à la loi du 21 juillet 1927 susvisée. Un décret rendu sur le rapport du Ministre des Colonies fixera la délimitation des circonscriptions électorales à Madagascar.

ART. 13. — Des décrets, pris en forme de règlements d'administration publique, fixeront en tant que de besoin les modalités des opérations électorales.

ART. 14. — Une ordonnance spéciale fixera les conditions de la représentation de la Fédération Indochinoise à l'Assemblée Nationale Constituante ainsi que la date et les modalités des élections.

ART. 15. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 22 août 1945.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

(Voir la loi du 21 juillet 1927 au J.O.R.F. 1927 — Page 7547).

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Marchandises d'importation

ARRETE No 2235 S.E. du 23 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 2 mai 1939, concernant l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer, dépendant de l'autorité du Département des Colonies;

Vu le décret du 31 janvier 1944, portant institution et organisation d'un établissement public dénommé « Comité du Commerce Extérieur de l'Afrique occidentale française et du Togo »;

Vu l'arrêté no 1042 S. E. du 8 avril 1944, fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du Commerce Extérieur et destinées à être commercialisées, arrêté complété par l'arrêté no 2611 du 16 septembre 1944;

Vu l'arrêté no 456 T. P. du 10 février 1945, fixant les conditions de répartition et réglementant la mise en vente des produits industriels;

Vu l'arrêté no 3017 S. E. du 9 novembre 1944, fixant les modalités de délivrance des licences d'importation;

Vu l'arrêté no 1752 S. E. du 9 juin 1945, abrogeant l'arrêté no 3017 S. E. du 9 novembre 1944 et fixant les modalités de réalisation, par voie de licences d'importation, des contingents de marchandises qui seront ouverts à l'Afrique occidentale française pour des périodes postérieures au 30 juin 1945;

Sous réserve d'approbation en Commission permanente du Conseil de Gouvernement,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour la réalisation des contingents de marchandises d'importation ouverts à l'Afrique occidentale française et à commander par voie commerciale, la procédure suivante sera appliquée dans chaque secteur de répartition :

A. — MARCHANDISES EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS OU DU ROYAUME-UNI

ART. 2. — Dès notification du contingent accordé, le Comité du Commerce Extérieur, à Dakar, en effectuera la répartition théorique entre les secteurs de répartition déterminés par l'arrêté no 1042 S. E. du 8 avril 1944 et les textes modificatifs subséquents.

ART. 3. — Dans chaque secteur de répartition, les contingents d'articles textiles en provenance des Etats-Unis ou du Royaume-Uni seront ensuite réalisés de la façon suivante :

a) *En provenance des Etats-Unis et pays du Sterling Area, autres que la Grande-Bretagne :*

Les licences d'importation seront attribuées selon la règle des antériorités fixée par l'arrêté no 1042 S.E. du 8 avril 1944 et les textes modificatifs subséquents;

b) *En provenance de la Grande-Bretagne :*

Les licences d'importation seront attribuées aux clients des fournisseurs britanniques qui pourront présenter des offres fermes et qui devront assurer la répartition de la marchandise à l'arrivée selon la règle des antériorités fixée par l'arrêté no 1042 S.E. du 8 avril 1944 et les textes modificatifs subséquents.

ART. 4. — Les contingents de marchandises autres que les articles textiles seront réalisés dans les conditions indiquées aux articles 5 et 6 ci-après :

ART. 5. — Dans la limite des 60 % de la part du contingent alloué au secteur de répartition intéressé, des licences d'importation seront délivrées aux commerçants ou aux groupements commerciaux qui, les premiers, pourront présenter des offres fermes à imputer sur le contingent en cause et dont les conditions de prix et les délais de livraison seront jugés convenables.

Les importations faites en application du présent article ne seront pas soumises à répartition entre importateurs, ceux qui les auront réalisées gardant toute latitude pour en assurer eux-mêmes l'écoulement commercial selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

ART. 6. — Dès que le placement des 60 % visés à l'article précédent aura été réalisé, les importateurs seront avisés qu'un délai d'un mois commencera à courir, passé lequel aucune demande de licence ne sera plus acceptée pour la répartition du contingent en cause.

A l'expiration de ce délai d'un mois, les demandes de licences requies seront soumises à l'examen d'une commission, composée du Chef du Bureau économique (à Dakar : du Chef du Service du Commerce de

la Direction générale des Services économiques), et de deux membres de la Chambre de Commerce du chef-lieu du secteur de répartition; le Chef du Service local de la Production industrielle (à Dakar : le Directeur de la Production industrielle, ou son représentant) fera également partie de cette commission lorsque les demandes de licences concerneront les produits industriels. Cette commission éliminera les demandes se rapportant à des offres dont les conditions de prix ou de délai ne paraîtraient pas acceptables et répartira les 40 % du contingent restant à distribuer entre les commerçants dont la demande aura été retenue. Les firmes ou groupements commerciaux n'ayant bénéficié d'aucune part des 60 % prévus à l'article 5 ou dont la demande n'aura été qu'à partiellement satisfaite, auront priorité dans la répartition des 40 % qui font l'objet du présent article.

B. — MARCHANDISES EN PROVENANCE DE LA MÉTROPOLE

ART. 7. — Les conditions d'importation des produits industriels d'origine métropolitaine feront l'objet d'un arrêté spécial.

ART. 8. — *Marchandises commerciales contingentées :*

Dès notification du contingent accordé, le Comité du Commerce Extérieur, à Dakar, en effectuera la répartition théorique entre les secteurs de répartition déterminés par l'arrêté n° 1042 S.E. du 8 avril 1944 et les textes modificatifs subséquents.

Dans chaque secteur de répartition, les contingents seront ensuite réalisés de la façon suivante :

a) Si le fournisseur est désigné par le Département lors de la notification du contingent les autorisations d'importation seront délivrées à un ou plusieurs commerçants chargés de la réalisation, pour le compte commun, et qui devront assurer la répartition de la marchandise à l'arrivée selon la règle des antériorités fixée par l'arrêté n° 1042 S.E. du 8 avril 1944 et les textes modificatifs subséquents;

b) Si le fournisseur n'est pas désigné par le Département et si l'importateur doit dès lors faire lui-même l'effort de rechercher le fournisseur, les autorisations d'importation seront :

S'il s'agit de textiles, délivrées selon les règles précisées à l'article 3 ci-dessus pour les importations en provenance des Etats-Unis;

S'il s'agit d'articles autres que les textiles, délivrées selon les règles précisées aux articles 5 et 6 ci-dessus pour les importations en provenance des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

C. — MARCHANDISES EN PROVENANCE D'AUTRES PAYS

(Suisse, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Portugal, Suède, Brésil, etc...)

ART. 9. — Les licences d'importation concernant les marchandises provenant de pays étrangers, autres que ceux désignés dans les articles qui précèdent, seront délivrées aux importateurs pouvant présenter des offres fermes dans le cadre des dispositions particulières qui seront notifiées par voie de circulaires.

Ces demandes de licences seront centralisées par le Comité du Commerce Extérieur quels que soient les articles qu'elles concernent, marchandises commerciales comme produits industriels. Le programme définitif d'emploi des devises sera arrêté par une commission composée :

Du Directeur général des Services économiques, *président*.

Du Directeur de la Production industrielle;
Du Directeur du Comité du Commerce Extérieur;
D'un représentant de l'Office local des Changes.

D. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 10. — Les licences nécessaires à l'importation de marchandises d'une marque déterminée, ayant un agent de marque en Afrique occidentale française, seront délivrées à l'agent de marque intéressé lorsque celui-ci aura justifié de sa qualité, les licences en question ne pouvant, au surplus, être délivrées que dans le cadre des dispositions qui précèdent.

ART. 11. — Toutes les demandes réglementaires de licences, accompagnées d'offres originales fermes, feront obligatoirement l'objet d'un enregistrement comportant date et numéro au moment de leur arrivée au service chargé de l'émission des licences.

ART. 12. — Le délai de validité des licences d'importation est fixé à 180 jours, non compris le jour de la délivrance. Toutefois, des prorogations d'une durée de 90 jours pourront être accordées, sur présentation de justifications permettant de déterminer la date approximative de réalisation de la commande en cours.

ART. 13. — Les marchandises importées par voie administrative continueront à être réparties selon les modalités prévues par l'arrêté n° 1042 S.E. du 8 avril 1944, et les textes modificatifs subséquents.

ART. 14. — L'arrêté n° 1752 S.E. du 9 juin 1945 est abrogé ainsi que toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté.

ART. 15. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo, le Directeur général des Services économiques (Comité du Commerce Extérieur), le Directeur général des Travaux publics (Production industrielle), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 23 juillet 1945.

Pour le Gouverneur général absent :

*Le Gouverneur Secrétaire général
Chargé de l'expédition des affaires courantes*

Y. DIGO.

Produits industriels

ARRETE N° 2236 TP. du 23 juillet 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 13 septembre 1936, modifié par celui du 20 juillet 1937, portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 4545 T. P. du 22 décembre 1942, modifié par l'arrêté n° 4369 T. P. du 31 décembre 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale des Travaux publics;

Vu l'arrêté n° 456 T. P. du 10 février 1945, réglementant la répartition des produits industriels importés en Afrique occidentale française et au Togo;

Vu la circulaire n° 125 T. P. du 9 mars 1945 et les circulaires subséquentes, fixant les modalités de répartition des contingents matière métropolitains de produits industriels;

Vu l'arrêté n° 2235 S. E. du 23 juillet 1945, réglementant le mode d'importation des marchandises en provenance de l'étranger et le mode d'importation des marchandises commerciales en provenance de la métropole;

Sur la proposition de l'Ingénieur général, Directeur général des Travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'importation en Afrique occidentale française et au Togo des produits industriels d'origine métropolitaine figurant à la nomenclature annexée à l'arrêté n° 456 TP. du 10 février 1945 et soumis dans la Métropole à des mesures de blocage, de rationnement, de contrôle ou de surveillance est effectuée selon la procédure définie ci-après.

ART. 2. — Selon la nature ou l'importance des contingents généraux dont dispose le Ministre des Colonies, ceux-ci donnent lieu à ouverture de contingents périodiques déterminés en faveur de la Fédération ou sont gérés directement par les Services de répartition du Département.

Dans l'un et l'autre cas, les autorisations d'importations sont délivrées par le Directeur de la Production industrielle, Répartiteur responsable en Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 3. — Les contingents de produits industriels mis à la disposition de la Fédération par la Métropole sont représentés par un crédit matière sous forme de titres de déblocage (monnaie-matière, billet-matière, ticket-matière, licence de transfert, point électrique, titre d'achat, etc...), dont la réalisation incombe à l'attributaire et non sous forme de produits immédiatement exportables.

Ces titres de déblocage sont délivrés en France au représentant métropolitain de l'attributaire colonial, soit sur présentation d'un titre d'ordonnancement matière émis par le Directeur de la Production industrielle, soit à la diligence du Département des Colonies sur proposition du Gouverneur général.

ART. 4. — Dans le cas où les produits industriels ne donnent pas lieu à notification d'un contingent en faveur de l'Afrique occidentale française et du Togo, l'autorisation d'importation est représentée par un visa apposé par le Directeur de la Production industrielle sur une commande régulière de ces produits qui doit lui être présentée en quatre exemplaires. Dans ce cas, il incombe au fournisseur de solliciter l'obtention des titres de déblocage nécessaires en présentant un exemplaire de la commande dûment visé au Ministère des Colonies (Direction des Affaires économiques).

ART. 5. — Dès notification d'un contingent de produits industriels ouvert par la Métropole, le Directeur de la Production industrielle procède à une répartition intercoloniale prévisionnelle, compte tenu éventuellement de la constitution d'un contingent fédéral.

ART. 6. — Les Gouverneurs de chaque colonie ou territoire procèdent à la répartition des contingents qui leur sont alloués, et transmettent leurs propositions d'attributions dans la limite desdits contingents au Gouverneur général (Direction générale des Travaux publics, Direction de la Production industrielle), sous forme de fiches du modèle annexé remplies par les demandeurs et envoyées en trois exemplaires.

ART. 7. — Le contingent fédéral visé à l'article 5 ci-dessus reste à la disposition du Directeur de la Production industrielle pour être accordé à tout ou partie des attributaires directs visés à l'article 14 de l'arrêté n° 456 TP. du 10 février 1945 ou pour doter les travaux à caractères fédéral ou impérial.

Pour bénéficier des dispositions du présent article, les organismes syndicaux, intersyndicaux ou autres groupant des industriels de plusieurs colonies ou des industriels d'activité fédérale devront inclure dans leurs statuts une clause spéciale les habilitant à centraliser les demandes de leurs adhérents et disposer d'un Service d'étude compétent leur permettant de présenter des propositions de répartition.

Le contingent fédéral donne lieu comme l'ensemble du contingent à présentation de demandes sur fiches du modèle annexé en trois exemplaires.

ART. 8. — Après répartition des contingents, le Directeur de la Production industrielle fait connaître aux Chefs de colonie ou territoire, aux attributaires directs visés à l'article 6 du présent arrêté et aux représentants métropolitains des demandeurs, les attributions définitivement consenties. Dans le même délai, il adresse au Ministère des Colonies (Direction des Affaires économiques) le tableau de répartition des contingents pour permettre la délivrance des titres de déblocage correspondants aux intéressés.

ART. 9. — Des circulaires d'application détermineront, s'il y a lieu, les règles particulières qui seraient à adopter dans certains cas spéciaux.

ART. 10. — Les Gouverneurs des colonies, le Commissaire de la République au Togo, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Directeur général des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution.

tion du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 23 juillet 1945.

Pour le Gouverneur général absent :

Le Gouverneur Secrétaire général
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

**DEMANDE DE BONS-MATIÈRE
POUR TOUS PRODUITS INDUSTRIELS, CONTINGENTÉS**

Fiche modèle C

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

70

உயர்

Direction Générale des Taxes Publiques

Direction de la

Production Industrielle

No d'Enregistrement (1)

Importateur : (2)

2025

Fournisseur : (2)

Utilisateur final :

| Requêtes | Référence |
|-------------------|-----------|
| à la commande (3) | |

**Désignation et nature
des objets commandés (4)**

Désignation
des matières

Devia-Media

**பிழைகள் தான் மாற்றிவை
கொடுப்பவை**

Fonds des matières
nécessaires à la
fabrication (6)

Quantités accordées (7)

Justifications :

Avis du Chef de la Colonie ou de son délégué :

A le 194

L'Importateur,

L'Utilisateur final,

A le 194

(8)

10

- (1) Ce numéro est inscrit par le Chef de la Colonie ou son délégué.
- (2) Indiquer avec précision les noms, adresses et raisons sociales. Les bons d'attribution de matières (monnaie-matière, licences, autorisations d'achat, bons à délivrer, etc...) sont remis à l'importateur ou au représentant de l'importateur ou à défaut au fournisseur.
- (3) Pour une commande administrative se référer au marché ou au bon de commande.
- (4) Indiquer avec précision les objets commandés, au besoin, joindre copie de la commande.
- (5) Indiquer séparément le poids de chaque métal (fonte et acier moulé, acier ordinaire, acier spécial, cuivre pur, cuivre allié, aluminium, zinc, plomb, étain pur soufre à l'étain, antifriction, nickel, etc...) de chaque matériel, de chaque produit chimique contrôlé, etc... Pour les objets comportant plusieurs matières, le devis-matière doit être demandé au fournisseur, qui en est alors responsable. Pour les objets fabriqués sur programme (automobiles, machines agricoles, etc...) il n'y a pas lieu d'indiquer le devis-matière mais la désignation des objets commandés doit être complètement détaillée (caractéristiques, marque, type, puissance, etc...).
- (6) Compte-tenu des chutes et pertes de fabrication.
- (7) A remplir par la Direction de la Production industrielle de l'A. O. F.
- (8) Cet emplacement est réservé au demandeur pour l'enregistrement des fiches dans ses propres archives.

Karité**ARRETE N° 2318 SE. du 28 juillet 1945.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté 1.680 SE. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de l'acte susvisé du 14 mars 1942;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » précédemment validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement des produits ci-dessous désignés de la récolte 1945-46, et destinés à l'exportation hors de l'A.O.F., est fixée ainsi qu'il suit à la tonne :

1^o — *Amandes de Karité* : exportation en sacs, toutes provenances 5.000 francs

2^o — *Beurre de Karité fondu non raffiné* : exportation en fûts à rendre — Toutes provenances 15.000 francs

ART. 2. — Les Gouverneurs de la Côte d'Ivoire, du Soudan, du Dahomey, le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 28 juillet 1945.

Pour le Gouverneur général absent :
Le Gouverneur, Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

Listes électorales**ARRETE N° 2.501 AP. du 14 août 1945.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement Général de l'A.O.F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo modifié par décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en A.O.F. des lois, décrets et arrêtés du pouvoir central et du Gouverneur Général;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection au corps législatif modifié notamment par la loi du 7 juillet 1874;

Vu le décret du 26 juin 1884 rendant applicables aux Colonies les articles 11 à 45 de la loi du 6 avril 1884 sur le régime municipal;

Vu le décret du 5 janvier 1910 sur l'électorat politique au Sénégal;

Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 20 août 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics après la Libération (modifié par le décret du 30 mai 1945);

Vu le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 20 août les délais suivants sont impartis aux autorités chargées de procéder à la révision ou à l'établissement des listes électorales concernant les citoyens et les citoyennes.

ART. 2. — Les commissions administratives prévues à l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1874 pour les communes de plein exercice et à l'article 2 du décret du 5 janvier 1910 pour les communes mixtes et pour les cercles disposent d'un délai de 15 jours pour l'établissement ou la révision des listes électorales.

ART. 3. — Les listes sont déposées au Bureau de la Mairie ou du Cercle dans les deux jours de leur établissement et transmises dans le même délai au Gouverneur.

ART. 4. — Les demandes en inscription ou en radiation doivent être formées dans le délai de 10 jours à compter de l'expiration du délai de publication. Elles sont jugées dans les deux jours qui suivent par les commissions administratives de jugement prévues à l'article 2 de la loi du 7 juillet 1874 ou à l'article 3 du décret du 5 janvier 1910. Les décisions de ces commissions sont notifiées dans les trois jours.

ART. 5. — L'appel des décisions est porté dans les cinq jours devant le tribunal de 1^{re} instance ou le juge de paix à compétence étendue qui statue dans le délai de cinq jours.

ART. 6. — La notification des décisions du tribunal ou du juge de paix est faite dans le délai de trois jours et la clôture des listes électorales est prononcée par le Président de la commission dans les deux jours qui suivent soit avant le 5 octobre minuit.

ART. 7. — Les délais impartis aux commissions administratives de jugement et aux juges sont impératifs. Si dans les délais impartis une commission ne statue pas sur la réclamation qui lui est soumise, le réclamant pourra porter directement son appel devant le Président du tribunal ou le juge de paix à compétence étendue.

ART. 8. — Les électeurs ne résidant pas au siège de la commission administrative de révision et de jugement pourront lui adresser leur réclamation par la voie télégraphique en cas de nécessité.

ART. 9. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Commissaire de la République au Togo et l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

té qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté général du 3 mars 1920.

Dakar, le 14 août 1945.

Pour le Gouverneur général absent,

Le Gouverneur des colonies,

*Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

Y. DIGO.

*(Soumis à la procédure de publication d'urgence par
arrêté local N° 428 Cab. du 17 août 1945).*

ARRETE N° 2.597 AP. du 24 août 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Pour l'application des dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 7 juin 1945 les électeurs et les électrices qui avaient leur domicile à la Colonie antérieurement au 10 novembre 1942 et qui, du fait des hostilités n'ont pu le rejoindre 6 mois au moins avant la date fixée pour les élections peuvent adresser leur réclamation dans les 20 jours qui suivent leur retour à la Colonie au Président du Tribunal de 1^{re} Instance ou au juge de paix à compétence étendue et au plus tard le 25 septembre date à laquelle se termine le délai d'appel pour les décisions des commissions administratives de jugement.

Dakar, le 24 août 1945.

P. COURNARIE.

*(Soumis à la procédure de publication d'urgence par
arrêté local N° 466 Cab. du 25 août 1945).*

ARRETE N° 2667 AP. du 30 août 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste électorale des non citoyens des deux sexes âgés de 21 ans et appartenant aux diverses catégories énumérées à l'article 5 de l'ordonnance du 22 août 1945 est dressée dans chaque cercle par une Commission administrative composée de l'Administrateur Commandant le cercle et de deux non citoyens susceptibles d'être inscrits comme électeurs désignés par le Chef de la Colonie ou du Territoire intéressé. Toutefois à Dakar et à Rufisque la liste est dressée par une Commission composée du Délégué du Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et deux non citoyens désignés par cet administrateur. Ces Commissions doivent avoir terminé leurs travaux pour le 10 septembre minuit.

ART. 2. — Les listes sont déposées au bureau de chaque cercle et à Dakar et Rufisque aux bureaux de ces deux mairies dans les deux jours de leur établissement soit pour le 12 septembre minuit.

ART. 3. — Les demandes en inscription ou en radiation doivent être formulées dans le délai de 3 jours à compter de l'expiration du délai de publication soit avant le 15 septembre minuit. Elles doivent être présentées en personne et non par écrit. Elles sont jugées dans les 2 jours qui suivent soit pour le 17 septembre minuit par une Commission administrative de jugement dont la composition est celle de la Commission chargée de l'établissement de la liste électorale complétée par l'adjonction de deux autres membres non citoyens français désignés par le Chef de la Colonie ou du Territoire intéressé. Les décisions sont notifiées dans les 3 jours soit pour le 20 septembre minuit.

ART. 4. — L'appel des décisions est porté compte tenu de l'article 7 ci-dessous dans les 5 jours soit pour le mardi 25 septembre minuit devant le tribunal de 1^{re} instance ou le juge de paix à compétence étendue qui statue dans le délai de 5 jours soit pour le 30 septembre minuit.

ART. 5. — La notification des décisions du tribunal et du juge de paix est faite par la voie télégraphique si besoin est dans le délai de 3 jours soit pour le 3 octobre minuit et la clôture des listes électorales est prononcée pour le 5 octobre minuit.

ART. 6. — Les délais impartis aux Commissions administratives de jugement et aux juges sont impératifs. Si dans les délais impartis une Commission ne statue pas sur la réclamation qui lui est soumise le réclamant pourra porter directement son appel devant le Président du Tribunal ou le juge de paix à compétence étendue.

ART. 7. — Compte tenu des difficultés de communication le tribunal ou le juge de paix peut être saisi par la voie télégraphique. Dans ce cas l'appel ou la réclamation est transmis par les soins de l'Administrateur Commandant le cercle qui donne récépissé à l'intéressé, lequel doit se présenter en personne. Ces dispositions ne s'appliquent pas à Dakar et Rufisque.

ART. 8. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Commissaire de la République au Togo et l'Administrateur de la Circonscription de Dakar sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté général du 3 mars 1920.

Dakar, le 30 août 1945.

P. COURNARIE.

*(Soumis à la procédure de publication d'urgence par
arrêté local N° 482 Cab. du 1^{er} septembre 1945).*

ARRETE N° 2.668 AP. du 30 août 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 Septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en A. O. F. des lois, décrets et arrêtés du pouvoir central et du Gouvernement général;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 relative au mode de représentation à l'Assemblée Nationale Constituante des Territoires d'outre-mer relevant du Ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application de l'article 5 de la loi du 21 juillet 1927 portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés, rendu applicable à l'Afrique Occidentale Française et au Togo par l'article 9 de l'ordonnance du 22 août susvisée, sont considérés comme chef-lieu de département:

- a) St. Louis pour le Sénégal, la Mauritanie et la Circonscription de Dakar;
- b) Bamako pour le Soudan et le Niger;
- c) Porto-Novo pour le Dahomey et le Togo;
- d) Abidjan pour la Côte d'Ivoire;
- e) Conakry pour la Guinée.

Dans chaque chef-lieu la Commission chargée du recensement général des votes est composée du Président du Tribunal, *Président* et de quatre membres dont deux fonctionnaires désignés par arrêté du Gouverneur. Le recensement se fera en séance publique au plus tard le dixième jour qui suivra le scrutin.

ART. 2. — Des arrêtés des Gouverneurs du Sénégal, du Soudan, du Dahomey, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée fixeront en tant que de besoin les modalités d'application des dispositions des articles 8 à 12 et de l'article 14, (premier alinéa) de la loi du 21 juillet 1927 portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés en tenant compte pour la fixation des délais de la difficulté des communications, de l'éloignement du chef-lieu de certains cercles et des ressources locales en papier et matériel d'imprimerie.

ART. 3. — Le présent arrêté qui donnera lieu à des mesures de publicité extraordinaires sera enregistré et publié au *Journal officiel* de l'Afrique Occidentale Française.

Dakar, le 30 août 1945.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local N° 482 Cab. du 1^{er} septembre 1945).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droits de timbre

ARRETE N° 314 ENR. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 22 mai 1924 modifié par le décret du 5 mai 1926 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 669 du 31 décembre 1934 portant création d'une taxe sur les affiches;

Vu l'arrêté du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits de timbre fixés par l'article ci-après du Titre II — Chapitre IV — paragraphe III de l'arrêté du 25 juin 1941 sont portés aux tarifs suivants :

CHAPITRE IV — PARAGRAPHE III

d) Timbre des colis postaux

« Art. 281. — Le droit de timbre des récépissés, bulletins d'expédition ou autres pièces en tenant lieu délivrés pour les transports prévus par les conventions relatives à l'organisation du service des colis postaux est fixé à 1 fr. pour chaque expédition de colis dont le poids ne dépasse pas 5 kgs. et à 2 frs. pour les colis de plus de 5 kilogrammes y compris le droit de décharge donnée par le destinataire.

Le service des postes est chargé d'assurer le timbrage régulier des bulletins ou feuilles d'expédition, au moyen de timbres mobiles qu'il oblitère par son cachet, à peine, pour les agents reconnus responsables du défaut de timbrage, d'une amende de 50 frs. ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945.

J. NOUTARY.

(Approuvé par arrêté général N° 2252 F/4 du 23 juillet 1945).

Commune mixte de Lomé

Commission municipale

ARRETE N° 430 APA. du 20 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté N° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo, modifié par l'arrêté N° 114 du 22 février 1933;

Vu l'arrêté N° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté N° 474 APA. du 1^{er} septembre 1942 modifiant l'arrêté N° 577 du 20 novembre 1932, susvisé;

Vu l'arrêté général N° 1439 du 9 avril 1943 portant application au régime des communes-mixtes de l'A.O.F. et du Togo des dispositions de l'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la reprise du fonctionnement des assemblées élues;

Vu l'arrêté N° 679 APA. du 4 décembre 1943 modifiant l'arrêté N° 474 APA. du 1^{er} septembre 1942, sus-visé;

Vu la circulaire N° 186 AP/1 du 3 avril 1943 et la lettre N° 169 AP/1 du 28 septembre 1943 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté N° 714 APA. du 28 décembre 1943 modifiant temporairement le régime des communes-mixtes et prévoyant l'institution de délégations spéciales au Togo;

Vu l'arrêté N° 715 APA. du 28 décembre 1943 remplaçant la commission municipale de la commune-mixte de Lomé par une délégation spéciale;

Vu l'arrêté N° 338 APA. du 3 juillet 1944 modifiant l'arrêté N° 715 APA. du 28 décembre 1943, sus-visé;

Vu le décret du 19 février 1945 portant adaptation à l'A.O.F. et au Togo de certaines dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après libération (promulgué en A.O.F. par arrêté 679 du 1^{er} mars 1945 et au Togo par arrêté 133/Cab. du 9 mars 1945);

Vu l'arrêté général N° 681 AP. du 1^{er} mars 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo fixant les conditions de révision des listes des notables des communes-mixtes;

Vu les arrêtés généraux N° 880 AP. du 20 mars 1945 et N° 1180 AP. du 18 avril 1945 modifiant l'arrêté général N° 681 AP. du 1^{er} mars 1945, sus-visé;

Vu l'arrêté N° 193 APA. du 12 avril 1945 arrêtant en conseil d'administration la liste des notables de la commune-mixte de Lomé;

Vu le décret du 30 mai 1945 modifiant le décret du 19 février 1945 sus-visé (promulgué au Togo par arrêté N° 332/Cab. du 17 juin 1945);

Vu le radiotélégramme officiel N° C. 256 APA. du 28 juillet 1945 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé :

1^o — Membres titulaires citoyens français :

M.M. Eychenne;
le R.P. Moulin;
Charles;
Berne.

2^o — Membres titulaires originaires du Territoire :

M.M. Ajavon Emmanuel;
Olympio Sylvanus;
Anthony Norbertus;
Dr. Olympio Pedro.

3^o — Membres suppléants citoyens français :

M.M. Dole;
Brière.

4^o — Membres suppléants originaires du Territoire :
M.M. Kentzler Béno;
Occansey Ludwig.

ART. 2. — Les membres de la commission municipale ainsi nommés entreront en fonction à la date de la promulgation du présent arrêté.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1945.

J. NOUTARY.

Listes électorales

ARRETE N° 431 APA. du 21 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 427/Cab. du 17 août 1945 promulguant au Togo le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement de listes électorales;

Vu l'arrêté N° 428/Cab. du 17 août 1945 promulguant l'arrêté général N° 2501 AP. du 14 août 1945 fixant les délais de procédure officielle à la révision et à l'établissement des listes électorales;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En ce qui concerne l'établissement des listes électorales, le Cercle de Lomé est rattaché à la Commune-Mixte de Lomé et le Cercle de Mango au Cercle de Sokodé. Les sièges de ces sections électorales sont respectivement Lomé et Sokodé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1945.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 432 APA. du 21 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 427/Cab. du 17 août 1945 promulguant au Togo le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement de listes électorales;

Vu l'arrêté N° 428/Cab. du 17 août 1945 promulguant au Togo l'arrêté général N° 2501 AP. du 14 août 1945 fixant les délais de procédure applicable à la révision et à l'établissement des listes électorales;

Vu l'arrêté N° 431 APA. du 21 août 1945 portant rattachement provisoire du Cercle de Lomé à la Commune Mixte de Lomé et du Cercle de Mango au Cercle de Sokodé en ce qui concerne l'établissement des listes électorales;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés comme membres des commissions d'établissement et de révision des listes électorales en ce qui concerne l'établissement des listes de citoyens et citoyennes :

Section de Lomé :

| | |
|---|-----------------------------------|
| M.M. l'Administrateur-Maire, Eychenne, Grunitzky Nicolas, | <i>Président</i> <i>Membre</i> |
|---|-----------------------------------|

Section d'Aného :

| | |
|---|-----------------------------------|
| M.M. le Commandant de Cercle, Bouixel, Dossou Jean, | <i>Président</i> <i>Membre</i> |
|---|-----------------------------------|

Section du Centre :

| | |
|---|-----------------------------------|
| M.M. le Commandant du Cercle du Centre, Azémar, Gaillaquet, | <i>Président</i> <i>Membre</i> |
|---|-----------------------------------|

Section du Nord :

| | |
|---|-----------------------------------|
| M.M. le Commandant du Cercle de Sokodé, le Dr. Ajavon, le R.P. Boursin, | <i>Président</i> <i>Membre</i> |
|---|-----------------------------------|

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1945.

J. NOUTARY.

Marchandises d'importation

ARRETE No 437 AE./3 du 22 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général no 2774 SE. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées du s/s « Montaigne », savoir :

| | |
|----------|---|
| U.A.C. | { Valises et divers Cigarettes |
| Cie FAO. | { Produits « GIBBS » Cigarettes toutes marques Abricots au jus Pêches au jus |
| CCE. | { Piège pour animaux Biscuits de mer Macaronis Porte-plumes Couteaux de table |

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le Chef du Bureau Economique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 22 août 1945.

*P. le Commissaire de la République et par ordre,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Délégation de fonctions

No 438 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

23 août 1945. — Pendant l'intérim de M. l'Administrateur en Chef GAUDILLOT, Secrétaire général du Togo, les fonctions et attributions locales dévolues au Secrétaire général, par la réglementation en vigueur, sont déléguées à titre permanent à M. l'Administrateur Sanson Pierre, Chef du Bureau des Finances, Ordonnateur-délégué.

Ce fonctionnaire fera précéder sa signature de la mention suivante :

*« Pour le Secrétaire général et par délégation,
Le Chef du Bureau des Finances,
Ordonnateur-Délégué ».*

Caisse de réserve

No 439 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

23 août 1945. — Un prélèvement de la somme de Vingt millions de francs (20.000.000 de frs.) sera opéré sur les fonds libres de la caisse de réserve du Territoire pour l'achat des valeurs du trésor ci-après :

| | |
|--|------------|
| 1 ^o — Achat de bons du trésor à six mois, | |
| à 1,625 % | 10.000.000 |
| 2 ^a — Achat de bons du trésor à un an, | |
| à 1,75 % | 10.000.000 |

Organisation administrative*Brigade de gendarmerie*

ARRETE No 463 APA. du 25 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance organique du 7 septembre 1940;

Vu le décret du 20 mai 1903 sur l'organisation et le service de la gendarmerie;

Vu le décret du 16 février 1923 réglant le service de la gendarmerie aux colonies et l'instruction du 1er mars 1923 pour son application;

Vu le décret du 11 août 1926 portant création d'emplois d'auxiliaires indigènes à rattacher au détachement de gendarmerie de l'A.O.F.;

Vu le décret du 17 juillet 1933 sur le service intérieur de la gendarmerie départementale;

Vu l'arrêté général du 3 septembre 1941 organisant la direction de la sûreté générale de l'A.O.F.;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en A.O.F. et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 26 juillet 1934 portant règlement du service dans l'armée (3^e partie) service de garnison;

Vu le décret du 12 décembre 1935 relatif à l'administration des détachements de gendarmerie stationnés aux colonies;

Vu l'arrêté 2133/cm. du 5 août 1937 de M. le Gouverneur général de l'A.O.F. sur la participation de l'armée au maintien de l'ordre public dans les territoires de l'A.O.F., modifié par l'arrêté 825/cm. du 9 mars 1938;

Vu le décret du 5 juillet 1944 portant organisation de la gendarmerie nationale et de la garde;

Vu l'arrêté 759 du 27 décembre 1941 portant organisation des services de police générale au Togo;

Vu la lettre 245/cm. 2 du 27 avril 1944 de M. le Gouverneur général de l'A.O.F. sur le casernement de la gendarmerie en A.O.F.;

Vu le décret du 11 mai 1945 portant organisation et augmentation des effectifs au détachement de gendarmerie de l'A.O.F.;

Vu la lettre circulaire 266/cm. 2 en date du 13 juin 1945 de M. le Gouverneur général de l'A.O.F. sur les relations de la gendarmerie avec les autorités en A.O.F.;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La brigade de gendarmerie du Togo est chargée, concurremment avec les services de police et de sûreté et les forces de police du Togo, de veiller à la sécurité publique et d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois et arrêtés.

Son action préventive et répressive s'exerce sur toute l'étendue du Territoire sous mandat.

Pour son emploi et son organisation la brigade de gendarmerie du Togo relève directement du Commissaire de la République.

ART. 2. — La résidence du commandant de brigade est fixée à Lomé.

En dehors de la résidence, l'action de la brigade s'exerce au moyen d'un poste mobile de police routière.

Pour intensifier la surveillance en certains points du Territoire des postes fixes, périodiques ou permanents, dont l'effectif est prélevé sur celui de la brigade, peuvent être créés par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F.

La circonscription territoriale de ces postes correspond à la circonscription administrative des cercles ou subdivisions de rattachement.

ART. 3. — Les militaires de la brigade de gendarmerie du Togo exercent la police générale d'après la réglementation administrative en vigueur et suivant les directives des administrateurs responsables de leur territoire.

En plus des fonctions de police générale qui leur sont normalement dévolues, ils peuvent exercer des fonctions accessoires telles que :

- Agent d'hygiène;
- Régisseur de prison et de camp pénal;
- Porteur de contrainte;
- Agent ambulant de perception des impôts;
- Collecteur des halles et marchés, abattoirs et des droits divers;
- Préposé à la fourrière;
- Chef de poste administratif;
- Commissaire de police;
- Fonctionnaire huissier et huissier ad'hoc;
- Commissaire priseur ad'hoc.

Ils peuvent également être chargés :-

De la police économique (Stocks et contrôle des prix);

De la tenue des registres de l'Etat-Civil;

De l'administration des réserves — Européens et Indigènes — (Mobilisation, allocations et pensions), par analogie aux attributions de la gendarmerie dans la Métropole;

Du contrôle de la distribution et de la récupération des graines de semence;

De la lutte anti-acridienne;

Du commandement et de l'instruction des gardes de cercles;

Des fonctions de Syndic des gens de Mer.

La désignation d'un militaire de la gendarmerie pour exercer une ou plusieurs des fonctions énumérées ci-dessus est prononcée par décision du Gouverneur.

Les Administrateurs sont destinataires d'une copie des procès-verbaux dressés par la gendarmerie sur le territoire de leur circonscription administrative.

ART. 4. — Les militaires de la gendarmerie exercent leurs fonctions relatives à la police judiciaire conformément au règlement sur le service de la gendarmerie et dans les conditions d'attributions définies par les articles 9 et 48 du Code d'Instruction Criminelle applicable dans le ressort de la Cour d'Appel de l'Afrique Occidentale Française.

Les Commandants de Brigade, les gradés en sous ordre et les Chefs de poste de gendarmerie aux colonies sont officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur de la République.

ART. 5. — Le personnel de la brigade du Togo participe à la police militaire conformément aux dispositions contenues dans le règlement sur le service dans l'Armée 3^e Partie — Service de garnison.

Les conditions de cette participation sont définies, dans les limites du règlement précité, par les Commandants d'Armes.

ART. 6. — Les Commandants de brigade et Chefs de poste communiquent, sous couvert de l'Administrateur, tous renseignements ayant trait à l'ordre public et à la sûreté générale, aux Chefs du service de la Sûreté du Territoire et Commissaires de Police. Ils satisfont, dans les plus courts délais, à leurs demandes de renseignements.

En cas d'urgence, ils peuvent adresser cette correspondance directement sous réserve d'en rendre compte aussitôt à l'Administrateur.

Les Commandants de brigade et Chefs de poste adressent directement au Chef de la Sûreté du Territoire :

a) Les fiches dactyloscopiques établies dans les formes réglementaires.

b) Une copie des rapports de police administrative et les procès-verbaux d'affaires judiciaires (crimes et délits seulement).

ART. 7. — Les militaires de la gendarmerie satisfont aux demandes de concours que leur adressent les Autorités administrative, judiciaire et militaire si elles ne sont pas abusives. Ils rendent compte de leur exécution.

S'il s'agit d'un service déterminé ne rentrant pas expressément dans les attributions de la gendarmerie (maintien de l'ordre, main-forte, perquisition, escorte, transfèrement etc...) une réquisition leur est délivrée par l'autorité intéressée ayant droit de requérir la gendarmerie.

ART. 8. — Les militaires de la brigade de gendarmerie du Togo relèvent exclusivement du Commandant de Détachement de gendarmerie de l'Afrique Occidentale Française pour tout ce qui concerne l'instruction, l'avancement et la discipline.

La direction générale du service de la gendarmerie en A.O.F., l'administration et la comptabilité de son personnel sont dans les attributions du commandant de détachement lequel prononce les affectations et les mutations.

ART. 9. — Sont abrogés :

l'arrêté N° 516 APA. du 17 septembre 1942;

la décision N° 3 du 5 janvier 1945;

l'arrêté N° 259/B.M. du 22 mai 1945.

ART. 10. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1945.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Mise en disponibilité

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 28 avril 1945, M. Naudé Roger, contrôleur principal de 1^{re} classe du cadre commun supérieur des Eaux et Forêts du Togo, a été placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de six mois, à compter du 1^{er} janvier 1945.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. des :
15 juillet 1945. — Sont promus dans le cadre commun supérieur de la Police de l'A.O.F., pour compter du 1^{er} juillet 1945 tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

Au grade d'inspecteur de 4^e classe :

M. Marty Pierre (R.S.M. : 6 mois 25 jours),
inspecteur de 5^e classe.

Sont promus dans le cadre commun supérieur des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'A.O.F., pour compter du 1^{er} juillet 1945, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

Au grade de mécanicien-électricien principal :

M. Jallais Albert, mécanicien-électricien.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Affectations - Nominations

Par décision N° 461 P. du :

21 août 1945. — M. Guérin Edmond, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, est affecté au Service de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Par décision N° 465 P. du :

22 août 1945. — M. Marty Pierre, Inspecteur de 4^e classe du cadre commun supérieur de la police de l'A.O.F., Commissaire de police p. i. de la ville de Lomé, est remis à la disposition du Chef du Service de la Sûreté.

M. Cointot, Stagiaire de l'Administration coloniale, en service à Lomé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Commissaire de police de la ville de Lomé, en remplacement de M. Marty, appelé à d'autres fonctions.

Par décision N° 470 P. du :

25 août 1945. — La décision n° 465/P. du 22 août 1945 nommant le stagiaire de l'administration coloniale M. Cointot, Commissaire de police de la ville de Lomé, est et demeure rapportée.

M. Vernhes Germain, maréchal des logis-chef à pied, commandant de la brigade de gendarmerie du Togo, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuel-

les, Commissaire de police de la ville de Lomé, en remplacement de M. Marty Pierre, remis à la disposition du Chef du service de la sûreté.

Par arrêté N° 442 P. du :

23 août 1945. — M. Cointot, stagiaire de l'administration coloniale, en service à Lomé, est chargé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, des fonctions d'adjoint au commandant du cercle de Lomé et d'adjoint à l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.

Conformément aux dispositions de l'article 73 de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, M. Cointot est chargé, pendant l'absence de l'administrateur-maire, de l'ordonnement du budget communal.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nomination

Par décision N° 448 P. du :

11 août 1945. — Le commis d'administration de 4^e classe Hantz Richard, en service à Tsévié (cercle de Lomé), est nommé provisoirement agent spécial, dépositaire-comptable et surveillant-chef de la prison de Tsévié, pendant l'absence du commis d'administration principal Dweggah Joseph, titulaire d'une permission de 15 jours.

M. Hantz Richard aura droit aux indemnités prévues par les textes en vigueur.

Affectations

Par décision N° 452 P. du :

14 août 1945. — L'infirmier de 3^e classe Kangni Bernard, en service à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre, pour servir à Atakpamé, en remplacement de l'infirmier-major de 2^e classe Padenou Jean, admis d'office à la retraite.

Par décision N° 455 P. du :

16 août 1945. — Le commis d'administration de 2^e classe Edoré Thomas, en service à Anécho, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre pour servir à Atakpamé, en remplacement du commis expéditionnaire auxiliaire Attiobé Jean, appelé à d'autres fonctions.

Le commis d'administration de 7^e classe Gbikpi Marie, en service au Bureau des Finances est mis à la disposition du commandant du cercle de Lomé.

Le commis-expéditionnaire auxiliaire Attiobé Jean, en service à Atakpamé, est affecté au Bureau des Finances à Lomé, en remplacement du commis d'administration de 7^e classe Gbikpi Marie.

Par décision N° 457 P. du :

16 août 1945. — Le moniteur auxiliaire de 5^e classe stagiaire Bedou Vincent, en service dans la circonscription agricole du Sud (Cercle d'Anécho) est affecté à la circonscription agricole du Centre (Subdivision de Klouto).

Maintien en fonctions

Par arrêté N° 424 P. du :

14 août 1945. — Le chef mécanicien de 6^e classe du cadre local indigène des Chemins de fer du Togo Virdrakou, atteint par la limite d'âge pour la retraite, est maintenu en fonctions pour une nouvelle période d'un an pour compter du 3 janvier 1945.

Par arrêté N° 425 P. du :

14 août 1945. — L'homme d'équipe de 3^e classe du cadre local des C.F.T. Messanvi Sossou, atteint par la limite d'âge pour la retraite, est maintenu en fonctions pour une période d'un an pour compter du 20 mars 1945.

Mise en disponibilité

Par décision N° 451 P. du :

14 août 1945. — Le moniteur auxiliaire stagiaire d'Agriculture Semedo Kouassi Winfried, en service à Palimé (Cercle du Centre) est placé dans la position de disponibilité pour une période de deux ans pour compter du 4 août 1945.

Retraites

Par arrêté N° 426 P. du :

14 août 1945. — Sont admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite :

Pour compter du 1^{er} janvier 1946 :

Kouévi Laurent, infirmier-major de 2^e classe, en service à Palimé (Cercle Centre);

Biham Johannes, chef d'équipe de 1^{re} classe des C.F.T., en service à Lomé;

Odossama Djato, aiguilleur de 1^{re} classe des C.F.T., en service à Lomé;

Obobu, maître-ouvrier de 5^e classe des C.F.T., en service à Lomé;

Anathévi Isaac, ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., en service à Lomé;

Adotévi Joseph, ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., en service à Lomé;

Amouzou Agbada, ouvrier de 3^e classe des C.F.T., en service à Lomé;

Adovi Aloys, ouvrier de 3^e classe des C.F.T., en service à Lomé;

Honkou Eusébius, ouvrier de 4^e classe des C.F.T., en service à Lomé;

Mama Dadi, ouvrier de 6^e classe des C.F.T., en service à Lomé.

Pour compter du 15 mai 1946 :

Avoudjigbé Daniel, ouvrier de 5^e classe des C.F.T., en service à Lomé.

Gardes frontières

Mutations

Par décision N° 473 P. du :

27 août 1945. — Le garde-frontière de 4^e classe Houndjo Antoine, en service au poste des douanes

de Klouto, est affecté à la brigade mobile de Palimé en remplacement du garde-frontière Agbaglo Raphaël.

Le garde-frontière de 5^e classe Agbaglo Raphaël, en service à la brigade mobile de Palimé, est affecté au poste des douanes de Klouto.

Le garde-frontière de 3^e classe Vikoun Robert, en service au poste des douanes de Kpadapé, est affecté à la brigade mobile de Palimé, en remplacement du garde-frontière stagiaire Sossah Bonaventure.

Le garde-frontière stagiaire Sossah Bonaventure, en service à la brigade mobile de Palimé, est affecté au poste des douanes de Kpadapé.

Forces de Police

Par arrêté N° 433 BM. du :

21 août 1945. — Sont licenciés en fin de contrat pour mauvaise manière de servir et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire à compter du 1^{er} septembre 1945, les miliciens dont les noms suivent :

Nankouaré Laré, milicien de 2^e classe Mle M/957 BT, de la Cie des Forces de Police.

Daou Tébîé, milicien de 2^e classe Mle M/959 BT, de la Cie des Forces de Police.

La gratuité du transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Sont rengagés pour 1 an les gradés et miliciens dont les noms suivent :

à compter du 1^{er} août 1945. — Karsa Takassi, sergent, Mle M/966 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 1^{er} août 1945. — Moumouni Dermani, caporal, Mle M/970 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 1^{er} août 1945. — Sesseou Kolou, milicien, 2^e classe Mle M/963 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 3 août 1945. — Magaré Kombati, caporal, Mle M/976 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 3 août 1945. — Campoo Colani, milicien 2^e classe Mle M/974 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 8 août 1945. — Akakpo Fiogbé, caporal Mle M/991 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 10 août 1945. — Idrissou Mama, caporal, Mle M/995 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 10 août 1945. — Gneléossé Tchambou, 2^e classe Mle M/1001 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 10 août 1945. — Houyanga, milicien 2^e classe Mle M/1002 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 10 août 1945. — Assoumani, milicien 2^e classe Mle M/1003 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 20 août 1945. — Aboudou Toudou, milicien 2^e classe Mle M/1010 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 25 août 1945. — Dogbèvi François, caporal, Mle M/1015 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 25 août 1945. — Ayayi Georges, caporal, Mle M/1016 BT, de la Cie des Forces de Police. Sont engagés pour 1 an à compter du 1^{er} août 1945 :

Comme caporal

Lawson Oscar, caporal stagiaire Mle M/1089 BT, de la Cie des Forces de Police.

Amagbégnon, caporal stagiaire Mle M/1177 BT, de la Cie des Forces de Police.

Gnandé Kpandé, caporal stagiaire Mle M/1199 BT, de la Cie des Forces de Police.

Comme milicien de 1^{re} classe

Nassoukou Ouaka, 1^{re} classe stagiaire Mle M/1091 BT, de la Cie des Forces de Police.

Comme milicien de 2^e classe

Kloum Tébîé, stagiaire catégorie B. Mle M/1092 BT, de la Cie des Forces de Police.

Gnogbogou Liyabine, stagiaire catégorie B. Mle M/1093 BT, de la Cie des Forces de Police.

Tcha Boudonou, stagiaire catégorie A. Mle M/1174 BT, de la Cie des Forces de Police.

Sossou Messanvi, stagiaire catégorie A. Mle M/1178 BT, de la Cie des Forces de Police.

Kombati Laré, stagiaire catégorie A. Mle M/1184 BT, de la Cie des Forces de Police.

Miligou Gassoko, stagiaire catégorie A. Mle M/1185 BT, de la Cie des Forces de Police.

Messan Kladgé, stagiaire catégorie A. Mle M/1205 BT, de la Cie des Forces de Police.

Sont agréés à la Compagnie des Forces de Police à compter du 1^{er} août 1945 :

Comme stagiaire catégorie A

Fadonougbo Gabriel, ex-tirailleur de 2^e classe.

Comme stagiaires catégorie B

| | |
|-------------------|----------------------|
| Lawson Léopold, | Biti Léné, |
| Kpanté Djéni, | Toka Emmanuel Adjou, |
| Batengué Kombati, | Salifou Bagana, |
| Sinandja Kolani, | Foly Francis, |
| Mondo Poulé, | Kouami Kouassi, |
| Timélé Péssi, | Sankardja Boaléyou, |
| Pagnossé, | Koukoury Latiéyi, |
| Akuété Jules, | Kanéa Agoulo, |
| Oudani Kombati, | Aboudou Bouraïma. |

Par arrêté N° 440 BM. du :

23 août 1945. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

Pour compter du 1^{er} août 1945

Tibo Yandé, garde de 1^{re} classe Mle 1287, du détachement de Police Lomé « pour mauvaise conduite habituelle ».

Pour compter du 1^{er} septembre 1945

Akpakouma Lamayo, garde de 2^e classe Mle 1523, du peloton d'Anécho « pour indécatesse grave en service ».

Pour compter du 1^{er} novembre 1945

Boukari Dagomba, garde de 1^{re} classe Mle 1375, du peloton de Sokodé « pour fin de service » (ex-tirailleur bénéficiant d'une pension militaire après 15 ans de services).

La gratuité du transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Le garde de 2^e classe Yao Drou, Mle 1445, du peloton de Mango (Subdivision de Dapangô), est révoqué pour négligence grave en service et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} septembre 1945.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Le brigadier de 2^e classe Kiti Sessou, Mle 1342, du détachement de Police Lomé, est cassé de son grade et remis garde de 2^e classe à compter du 5 août 1945, pour abandon de poste et paresse répétée en service.

DIVERS

Commission

Par décision N° 460 F. du :

21 août 1945. — Une commission composée de :
M. Forster, Procureur de la République, *Président*
M.M. Eychenne, Vice-Président de la
Chambre de Commerce, *Membres*
de Souza Félicio, Notable,
tous trois membres du conseil d'administration du Territoire, se réunira dans la dernière semaine du mois d'août, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs du budget local de l'exercice 1944, la concordance entre les écritures du Trésor et celles des services d'ordonnancement des dits budgets.

Frais funéraires

Par décision N° 471 F. du :

26 août 1945. — Le remboursement d'une somme de six cents francs (600 frs.) à titre de frais funéraires et d'érection de tombe supportés à l'occasion du décès du surveillant des P.T.T. de 4^e classe Bianou Kamara, survenu à Bassari le 30 juin 1945, est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Le dit remboursement sera mandaté à M. Boronna, cultivateur à Pagouda, tuteur légal des enfants du défunt et frère de ce dernier.

La dépense est imputable au budget local — exercice 1945 — chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1.

Indemnités de transport

Par décision N° 456 F. du :

16 août 1945. — Les agents désignés ci-après, sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, ils percevront une indemnité d'entretien, payable trimestriellement et à terme échu sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause :

Brigade de gendarmerie du Togo

Goudjo Agbeny, auxiliaire de 3^e classe,
Gnacadjia Michel, auxiliaire de 3^e classe,
Bernard Hodé, auxiliaire de 3^e classe,
Ahoussoubemey Faustin, auxiliaire de 3^e classe.
La présente décision est valable pour l'année 1945.

Par décision N° 474 F. du :

27 août 1945. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leurs bicyclettes pour les besoins du service. A cet effet, ils percevront une indemnité d'entretien de véhicule de soixante francs (60 frs.) par mois payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause :

POUR COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1945

1^{re} — Police administrative et judiciaire (sûreté)

Deckon Cosme, inspecteur auxiliaire de police à Lomé.

Chardey Francis, interprète principal à Lomé.

Aguiar Adolphe, inspecteur auxiliaire de police à Lomé.

Sognigbé David, inspecteur auxiliaire de police à Lomé.

Dégueñon Marcel, agent de police à Lomé.

Kirim Assouma, agent de police à Lomé.

Allanlo Emmanuel, agent de police à Lomé.

— La dépense est imputable au chapitre V — article 7 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

2^e — Service de l'agriculture

Gonçalvès Hilaire, moniteur auxiliaire d'agriculture à Palimé.

La dépense est imputable au chapitre X — article 5 — paragraphe 7 — budget local — exercice 1945.

POUR COMPTER DU 8 MAI 1945

Service des douanes

Amah Théophile, garde-frontière stagiaire à Lomé.

La dépense est imputable au chapitre VII — article 2 — paragraphe 5 — budget local — exercice 1945.

La présente décision est valable pour l'année 1945.

Par décision N° 475 F. du :

27 août 1945. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leurs chevaux pour les besoins du service. A cet effet, ils percevront une indemnité de monture de cent francs (100 frs.) par mois payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leurs chevaux pour les besoins du service durant la période en cause :

CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

à compter du 1^{er} mars 1945

Douti Laré, garde de 1^{re} classe en service à Dapango.

à compter du 1^{er} avril 1945

Amidou Mossi, brigadier de 2^e classe en service à Dapango.

à compter du 1^{er} juin 1945

Moba Dam, garde de 1^{re} classe en service à Dapango.

La dépense est imputable au chapitre V, article 4 — paragraphe 10 — budget local — exercice 1945.

La présente décision est valable pour l'année 1945.

Libération conditionnelle

Par arrêté N° 441 APA. du :

23 août 1945. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu ci-après désigné, de la prison de Sokodé : de Souza, Léo Kouakou, âgé de 29 ans environ, né à Lomé (Togo) fils de Augustino de Souza et de Koléba, incarcéré le 7 novembre 1944 pour détournement d'une bicyclette, condamné le 10 janvier 1945 par le tribunal correctionnel de Lomé à 18 mois de prison, 1.500 francs d'amende, 3 ans d'interdiction de séjour, 6.700 francs de dommages-intérêts.

Observateur-météorologiste

Par décision N° 476 MÊT. du :

27 août 1945. — Le médecin-chef de la subdivision sanitaire de Klouto est chargé, en remplacement du médecin africain en service sous ses ordres, de la marche de la station climatologique de Palimé.

Cet observateur aura droit à cet effet à l'indemnité pour travaux et heures supplémentaires payable par 1/20^e de la solde de présence prévue à l'annexe à l'arrêté N° 70F. du 5 février 1944 pour compter du 28 juin 1945 date de sa prise de service.

La présente décision annule celle n° 338 MÊT. du 28 juin 1945.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté N° 423 APA. du :

13 août 1945. — Est autorisé à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, un dépôt de produits pharmaceutiques (listes N°s 1 et 2) :

M. Hlomaschi, Edoé, Adam, commerçant — Boutique à Palimé.

Résidence obligatoire

Par arrêté N° 422 APA. du :

11 août 1945. — Le nommé Amegnado Kossi, détenu à la prison de Lomé, âgé de 31 ans environ, né vers 1914 à Aflao, subdivision de Lomé, cercle dudit, fils de Amegnado et de Hounadehoue, de coutume et race Ahoulouan, marié, père de 5 enfants, domicilié à Kodjoviakopé, subdivision de Lomé, (cercle de Lomé), condamné à quatre ans de prison, 50 francs d'amende et deux ans d'interdiction de séjour, par jugement N° 158 du 18 août 1941 du tribunal de 1^{er} degré de Lomé pour infraction au décret du 1^{er} mars 1927 sur l'émigration et coups et blessures, est astreint à la résidence obligatoire à Atakpamé pour une durée de deux ans, à compter du 4 août 1945, date d'expiration de sa peine de prison.

Secours

Par décision N° 472 F. du :

26 août 1945. — Un secours éventuel de deux mille quatre cents francs (2.400 frs.) équivalent à trois mois de solde nette de présence du surveillant des P.T.T. de 4^e classe Bianou Kamara, décédé à Bassari le 30 juin 1945, est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Ledit secours sera mandaté à M. Boronna, cultivateur à Pagouda, tuteur légal des enfants du défunt et frère de ce dernier.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 8 — article 1 — paragraphe 2 — exercice 1945.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Prohibition de sortie

ORDONNANCE N° 45-1184 du 6 juin 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Economie nationale et des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1943;

Vu l'ordonnance du 9 août 1943, portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité des actes dits loi du 3 juin 1941 relative aux importations de savon et de denrées alimentaires rationnées, par colis postaux, paquets-poste ou messageries, ou sous forme de provisions de route ou de ménage, loi du 8 février 1942 modifiant et complétant la loi du 3 juin 1941.

Toutefois, cette nullité ne porte pas atteinte aux effets résultant de l'application desdits actes antérieurement à la mise en vigueur de la présente ordonnance.

ART. 2. — Les petits envois de l'étranger ou de la France d'outre-mer, effectués à titre gratuit et dépourvus de tout caractère commercial, ainsi que les provisions de ménage accompagnant les personnes qui entrent en France pourront être dispensés de l'application des mesures relatives au blocage, au rationnement et à la circulation des denrées, dans les conditions qui seront déterminées par des avis aux importateurs publiés au *Journal officiel* de la République française.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 6 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'Economie nationale et des Finances,

R. PLEVEN.

Le Ministre du Ravitaillement,

Christian PINEAU.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

AVIS AUX IMPORTATEURS

Importations de l'étranger et des territoires français d'outre-mer, en dérogation aux mesures de blocage et de rationnement, de provisions de ménage accompagnant les personnes entrant en France, ou expédiées par petits envois dépourvus de tout caractère commercial.

L'avis aux importateurs et aux exportateurs publié au *Journal officiel* du 16 décembre 1944 prévoit que les marchandises originaires des territoires français d'outre-mer bénéficient d'une dérogation à la prohibition d'importation instituée par l'article 1^{er} du décret du 30 novembre 1944 et sont, par suite, dispensées d'autorisations à l'entrée dans la métropole.

D'autre part, l'avis aux importateurs du 18 février 1945 prévoit une dérogation générale à la même prohibition d'importation en faveur des colis postaux, colis de messagerie ne dépassant pas 20 kilos, envois par la poste, ne présentant pas un caractère commercial adressés de l'étranger à des particuliers par des particuliers, à l'exclusion des envois multiples effectués par la même personne ou à un même destinataire.

Enfin, une ordonnance du 6 juin 1945, publiée au *Journal officiel* du 7 juin 1945, dispense des mesures de blocage et de rationnement les petits envois de l'étranger ou de France d'outre-mer effectués à titre gratuit et dépourvus de tout caractère commercial, ainsi que des provisions de ménage accompagnant les personnes qui entrent en France.

Le présent avis a pour but de déterminer au regard des dispositions qui précèdent, les conditions d'importation en France de provisions de ménage constituées par du savon ou des denrées alimentaires soumises au rationnement importées par les personnes qui viennent s'établir en France ou qui, résidant à l'étranger ou dans les territoires français d'outre-mer, viennent en France pour y séjourner ainsi que les conditions d'importation en France des mêmes produits expédiés de l'étranger ou des territoires français d'outre-mer, à des personnes résidant en France.

I. — Provisions de ménages accompagnant les personnes venant s'établir ou séjourner en France

Chaque personne entrant en France, dans les conditions indiquées ci-dessus, est autorisée à importer, en dérogation aux mesures de blocage et de rationnement, 50 kilos de produits alimentaires soumis au rationnement en France, de produits coloniaux ou de savon.

Chaque personne est, en outre, autorisée à importer une quantité supplémentaire de 50 kilos par membre de la famille (ascendant, conjoint et enfants) resté en France plus une quantité forfaitaire de 50 kilos pour tenir compte des collatéraux.

Les denrées faisant l'objet de ces autorisations devront voyager exclusivement en caisses complètes indépendantes des autres bagages accompagnés. Au point de vue des transports entre les territoires français d'outre-mer et la métropole, le poids des bagages autorisés par les règlements antérieurs ne pourra, de ce fait, être augmenté de plus de 50 kilos par personne membre de la famille (conjoint et enfant) restée en France.

Au départ des territoires français d'outre-mer, des autorisations d'exportation seront délivrées par les autorités locales, elles seront accompagnées d'un certificat constatant la situation de famille des intéressés. Ces autorisations seront visées par les Services des Douanes des territoires de départ; elles devront comporter la liste et les poids du savon ou produits alimentaires soumis au rationnement entrant dans chaque colis. Elles vaudront titre de transport dans la métropole, après visa de la Douane du port d'arrivée.

Au départ de l'étranger, des attestations spéciales seront délivrées par les autorités consulaires françaises; elles seront accompagnées d'un certificat constatant la situation de famille des intéressés. Ces attestations devront comporter la liste et le poids des produits alimentaires soumis au rationnement ou du savon entrant dans chaque colis. Elles vaudront dérogation à la prohibition d'importation dans la métropole, en dérogation aux mesures de blocage et de rationnement et titre de transport après visa de la Douane d'entrée.

II. — Expédition des colis des territoires français d'outre-mer de l'étranger à destination des personnes résidant en France

Dans les limites fixées par les règlements propres à chaque territoire français d'outre-mer, l'expédition sur la France de colis ou paquets postaux contenant des denrées alimentaires soumises au rationnement, des produits coloniaux ou du savon sera autorisée au départ des territoires français d'outre-mer, à concurrence de 12 kilos par destinataire et par mois, à la condition de faire l'objet d'envois dépourvus de tout caractère commercial et à titre gratuit. Ces colis seront admis en France en dérogation aux mesures de blocage ou de rationnement. Les envois multiples effectués à un même destinataire sont exclus du bénéfice des dispositions ci-dessus.

Les expéditions faites de l'étranger sur la France par colis postaux, colis de messagerie ne dépassant pas 20 kilos, ou par la voie postale, au bénéfice de la dérogation générale à la prohibition d'importation prévue par l'avis aux importateurs du 18 janvier 1945 seront admises en France en dérogations aux mesures de blocage et de rationnement, dans la limite de 12 kilos de denrées rationnées par destinataire et par mois dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis d'adjudication

Fourniture de 20.000 mètres cubes de ballast de la carrière d'Agbonou au Réseau des Chemins de Fer du Togo

Le 21 septembre 1945 à 10 heures, il sera procédé, à Lomé, dans les Bureaux du Secrétariat Général, en séance publique et dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais sur soumissions cachetées, des travaux de fourniture de 20.000 mètres cubes de ballast de la carrière d'Agbonou pour le Réseau des Chemins de Fer du Togo.

Les travaux, à exécuter dans un délai de 20 mois à compter de la notification de l'approbation de l'adjudication ont été évalués comme suit :

| | |
|-----------------------------------|----------------|
| Travaux proprement dits | 2.820.000 frs. |
| Somme à valoir | 180.000 — |

| | |
|-----------------|----------------|
| Total | 3.000.000 frs. |
|-----------------|----------------|

Le cautionnement provisoire a été fixé à 40.000 frs.

Le cautionnement définitif a été fixé à 80.000 frs.

Les renseignements relatifs à cette adjudication seront communiqués tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, au Bureau d'Etudes du Service des Travaux Publics et Transports à Lomé, de 9 heures à 11 heures 30 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra être remis un exemplaire du dossier aux entrepreneurs qui en feront la demande, et contre versement de la somme de 200 francs. La demande devra être adressée au Directeur du Réseau des Chemins de Fer du Togo.

Avis de concours

Le Ministre des Colonies informe que la deuxième session de l'examen professionnel pour l'entrée dans la magistrature coloniale aura lieu à Paris les 6 et 7 décembre 1945. Le programme et les conditions d'examen seront communiqués ultérieurement. La limite du délai d'inscription est fixée au 15 octobre 1945 à 15 heures.

AVIS

de vente aux enchères publiques

Il sera procédé le mardi 25 septembre 1945 à 17 heures dans la cour du Garage Central à Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur de : 2 camions appartenant à l'Armée réintégrés par le Gouvernement du Togo, savoir :

1 Camion « Matford » N° 4469 11 R

1 Camion « Ford V 8, » N° 4466 VR 10

Mise à prix : 15.000 Francs. — chaque camion.

Il sera perçu 5 % en sus du prix principal. Celui-ci et le pourcentage devront être payés immédiatement ou le lendemain au plus tard, sauf dispositions contraires qui seront, le cas échéant, annoncées avant la séance.

Lomé, le 23 août 1945.

Le Receveur des domaines,
BERLIE.

AVIS

de location aux enchères publiques

Il sera procédé le Samedi 20 Octobre 1945 à 10 h, en la salle des audiences du Tribunal du Cercle de Lomé, à l'adjudication aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur du bail de la plantation de Baguida (dénommée aussi Kpogan), consistant en une plantation de cocotiers d'une superficie d'environ 176 Hectares dont la production annuelle peut être évaluée à Cent vingt (120) tonnes environ de coprah. Durée du bail : UN AN.

Mise à prix . . . 120.000 Frs.

Le prix principal et le pourcentage (5 %) en sus, devront être payés à la caisse du Receveur des Domaines à Lomé avant l'entrée en jouissance du domaine adjudgé et au plus tard le lendemain de la vente, sauf dispositions contraires qui seront le cas échéant, annoncées avant la séance.

Lomé, le 30 août 1945.

Le Receveur des domaines,
BERLIE.

N.B. — Le Cahier des charges est à la disposition du public :

a) au bureau des Domaines,

b) au bureau du Cercle de Lomé.

AVIS

Bons du Crédit National

Le public est informé qu'il sera procédé à partir du 4 août 1945 au remboursement à vue par anticipation des bons au porteur du Crédit National 4 % mai 1941 numérotés de 1 à 20.000.

Le taux de remboursement est fixé à Cinq mille cinquante Francs par bon.

Les certificats nominatifs seront déposés au préalable au Trésor pour être soumis à l'examen du Crédit National.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1302, déposée le 9 août 1945 le Maître Raymond Viale profession d'Avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de M. Andréas E. Gozo, acheteur de produits, demeurant et domicilié à Palimé, suivant procuration en date du 6 août 1945, enregistrée, a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un trapèze sur lequel se trouvent édifiées quatre cases à usage d'habitation et de communs d'une contenance totale de 13 ares 68 centiares (treize ares soixante huit centiares) situé à Palimé, Subdivision de Palimé borné à l'ouest par Akator, à l'est par terrain à Gozo Andréas lui-même, au nord par une ruelle non dénommée, au sud par Justus Yevo et Sounou.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Andréas E. Gozo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière,
BERLIE.

COMPAGNIE GENERALE DU TOGO

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.000.000.

Siège social à **AGOU (TOGO)** R. C. TOGO 73.

Siège administratif : 20, Bd Malesherbes **PARIS**.

Convocation

Messieurs les Actionnaires sont convoqués en Assemblées générales ordinaire et extraordinaire au siège administratif, à Paris, 20 Boulevard Malesherbes, pour le « jeudi 18 octobre » 1945 à 15 heures.

Ordre du jour

Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes des exercices 1940, 1941 et 1942;

Rapports du Commissaire de surveillance;

Approbation des Comptes;

Quitus au Conseil d'Administration;

Nomination d'Administrateurs;

Nomination d'un Commissaire aux comptes et d'un Suppléant;

Autorisation au Conseil de soumettre à une seule Assemblée les comptes des exercices 1943 et 1944.

Assemblée générale extraordinaire

Modification des statuts pour les mettre en harmonie avec la législation en vigueur.

Le Conseil d'Administration :

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège Social : 9, Avenue de Messine, **PARIS (8^e)**

Messieurs les actionnaires de la Banque de l'Afrique Occidentale sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour le jeudi 20 décembre 1945, dans une des salles de la Maison Caveau, 45, rue de la Boétie à Paris (8^e), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1^o — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice 1944-1945;

2^o — Approbation des comptes de l'exercice 1944-1945;

3^o — Election et réélection d'Administrateurs;

4^o — Quitus de sa gestion à un Administrateur.

L'Assemblée Générale ordinaire se tiendra à 15 heures.

Le Président du Conseil d'Administration :

Georges KELLER.

Nécrologie

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part du décès de :

M. Afandomi Cosme, Commis de 4^e classe du cadre local des P.T.T. du Togo,

M. Mensah Kwesi Joseph, Commis auxiliaire, du service des Domaines, survenu à Lomé le 18 Août 1945.